

LA REVUE **TOUT!**
est à nous

2011

AVRIL

N°20
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



NUCLÉAIRE **PLUS JAMAIS ÇA**
ACTU P5



ENTRE REVOLUTION **ET CONTRE-REVOLUTION**
ACTU SPÉCIAL TUNISIE P9



LE PARTI SOCIALISTE **DE LÉON BLUM À STRAUSS-**
KAHN EN DÉBAT/EN ACTION P31

DOSSIER

LA BATAILLE DE MADISON

SOMMAIRE

Ingrid Hayes Éditorial *De la crise politique à la crise de régime*

P3

ACTU

Thomas Couderette, Vincent Gay 1986 : Tchernobyl / 2011 : Fukushima *Plus jamais ça ! Sortons du nucléaire*

P5

Alexandra Kleber et Léa Guichard La gestation pour autrui *ventre à louer?*

P7

Jean-Philippe Divès Grand Paris Express *L'union néolibérale de la droite et de la gauche*

P9

SPÉCIAL TUNISIE

Denis Godard Entre révolution *et contre-révolution*

P10

Commission Maghreb du NPA Les grandes étapes, *de la révolution en cours*

P12

Impérialisme *en crise*

P14

Les tâches *de la révolution en cours*

P15

Mohamed Amami À propos *de l'UGTT*

P16

Commission Maghreb du NPA Le mouvement *de Gafsa en 2008*

P17

Ambre Ivol et Frédéric Yermia Entretien *avec Vincent Geisser*

P18

DOSSIER

À l'Encontre Wisconsin *la guerre contre les syndicats du secteur public*

P20

Wisconsin *la lutte à la croisée des chemins*

P23

Virginia de la Siega Vers d'autres batailles *de Madison»?*

P24

Ambre Ivol Le mouvement vu de l'intérieur *entretien avec Paul Buhle*

P26

Paul Buhle Quelques réflexions *sur Madison et le Wisconsin*

P28

Simon Marceau Obama *face au racisme*

P29

EN DÉBAT/EN ACTIONS

Jean-Philippe Divès Le Parti socialiste *de Léon Blum à Strauss-Kahn*

P31

ESSAI

Philippe Corcuff Questions stratégiques : *anticapitalisme et altermondialisme*

P33

Dominique Angelini Quelle stratégie *pour les anticapitalistes?*

P34

Franck Gaudichaud Liberté (vidéo) *surveillée à Grenoble*

P35



AVERTISSEMENT

Comme il est de règle, les articles signés sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

De la crise politique à la crise de régime?

PAR INGRID HAYES

Il convient de ne pas sous-estimer ce qui est en train de se passer à droite. La crise qui secoue l'UMP est un peu plus que le feuilleton médiatique dont on nous abreuve depuis le premier tour des élections cantonales. Il est sans doute paradoxal qu'une élection qui n'a pas constitué le centre des préoccupations de la grande masse de la population, ni vraiment non plus des médias et de la classe politique, semble aujourd'hui révéler les tendances profondes à l'œuvre dans le pays. Mais les enjeux pour la droite n'en sont pas moins substantiels, et, s'il faut à cette étape éviter les pronostics, admettons qu'il est probable que de profonds bouleversements soient en cours. Il semble que la bourgeoisie hésite et se divise sur la conduite à tenir. La haute bourgeoisie peut opter pour le racisme, même si l'on voit qu'il y aura de la résistance. Mais peut-elle opter pour le protectionnisme? On ne voit pas aujourd'hui quel intérêt elle y trouverait. Pourtant, si la droite est au service de la haute bourgeoisie, il lui faut quelques électeurs dans les classes populaires. Ceux-là mêmes qu'elle est en train de perdre... On en saisit bien la dimension purement électorale autour des échéances de 2012 : sans vraiment paraître

croire à un candidat de remplacement, la droite voit croître la probabilité d'une défaite de Sarkozy, peut-être même dès le 1^{er} tour. De tels cas de figure créeraient évidemment une dynamique inquiétante du point de vue de l'actuelle majorité parlementaire, de surcroît menacée d'affaiblissement au Sénat. Dès lors, évidemment, l'édifice se fissure et menace de s'écrouler. Outre les résultats électoraux, les coups de semonce se sont accumulés, le retrait précipité de l'amendement permettant la déchéance de la nationalité lors du débat parlementaire au sujet du projet de loi sur « l'immigration, l'intégration et la nationalité », la censure de la loi Loppesi 2, les divisions autour de la consigne de vote en cas de présence du FN au second tour des cantonales, puis autour du débat sur l'islam devenu débat sur la laïcité. Le positionnement des Églises dans cette affaire n'est d'ailleurs pas anodin du point de vue de la bourgeoisie.

AU COMMENCEMENT, LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LA MONDIALISATION

On ne peut balayer tout cela d'un revers de main, en n'y voyant que l'écume ou les talents de manipulateur de Sarkozy dans son propre camp. Ce serait être

aveugle aux effets de la crise économique, qui s'approfondit encore au niveau européen. Ce doit être le point de départ de notre réflexion sur les possibles bouleversements du champ politique. Il n'est pas douteux que la crise économique réduit drastiquement les marges de manœuvre des gouvernements, qui ne peuvent durablement

conserver une base sociale solide. On a vu un Sarkozy, élu dans un fauteuil, mis en difficulté par son incapacité à satisfaire même très partiellement les besoins des fractions des classes populaires qu'il avait convaincues de voter pour lui. Le discret conseiller Buisson, ancien directeur de *Minute*, a



© Photothèque Rouge / JMB



convaincu Sarkozy de parier sur une droitisation de la société française. Mais si le candidat-président est parvenu, en chassant ouvertement sur les terres frontistes, à «siphonner» une partie de l'électorat de ce dernier en 2007, son échec est aujourd'hui patent. Il confirme que les emprunts répétés aux thématiques du FN sur le terrain du racisme (de la xénophobie de Guéant à l'antisémitisme de Wauquiez en passant par l'islamophobie de Copé et le soutien bruyant aux dérapages permanents de Zemmour) accentuent la porosité entre les électorats et nourrissent en définitive le vote FN. Il nous rappelle surtout que le vote pour le Front national ne repose pas seulement sur le racisme mais aussi sur le rejet de la mondialisation libérale et de l'Union européenne. Celle-ci a aujourd'hui une politique économique et monétaire, mais elle ne dispose pas du début du commencement d'un État pour la réguler au mieux de ses intérêts. C'est, à l'état brut, la concurrence libre et non faussée du Traité constitutionnel européen, au-delà sans doute de ce que ses rédacteurs avaient souhaité. Sauf à adopter des solutions autoritaires, on ne voit pas bien comment la guerre du tous contre tous produirait de la stabilité politique. Dans ce contexte, il est aujourd'hui vraisemblable que des fractions de la bourgeoisie fassent le choix de flatter le racisme et la stigmatisation des musulmans pour se ménager la possibilité de demeurer au pouvoir. L'orientation défendue par

Angela Merkel ou Nicolas Sarkozy correspond à des logiques plus profondes que celle d'un coup électoral. Cependant un tel choix ne résout pas tout à fait la question. La droite peut-elle se construire durablement une base sociale en se contentant de diviser les exploités et les opprimés entre eux? C'est de ce point de vue qu'il faut mettre en perspective la possibilité d'une politique d'alliance avec le FN. Marine Le Pen, défendant une ligne que Bruno Mégret avait eu le malheur de promouvoir trop tôt, y est favorable. L'entreprise de dédramatisation est très largement entamée. Une défaite de la droite aux élections présidentielles de 2012 entraînerait sans doute des alliances dès les législatives. Et, vraisemblablement, une scission à droite et une recomposition générale du champ politique. Mais sur quelle orientation se feraient les alliances droite-extrême droite? Même si l'effet Marine Le Pen masque aujourd'hui les difficultés d'un FN toujours en ruine sur le plan financier et convalescent sur le plan organisationnel, les rapports de forces tels qu'il se dessinent laissent difficilement prédire un scénario à l'italienne, dans lequel c'est Berlusconi qui amena les postfascistes sur sa ligne politique. Le FN entend faire exactement l'inverse. Rien ne dit qu'il y parviendra. Mais il faut prendre tous les scénarios au sérieux. Or le FN est en passe d'opérer une mutation programmatique importante, dans le contexte de la crise économique, depuis l'ultralibéralisme du père

au retour de l'État prôné par la fille. La question posée à la droite est simple : existe-t-il une fraction de la bourgeoisie susceptible de rompre avec le libéralisme, et donc, par exemple, de sortir de l'euro ou de mener une politique protectionniste? C'est aujourd'hui peu plausible, mais la crise s'aggravant... La bourgeoisie, et notamment la bourgeoisie française, a en réalité été divisée par la mondialisation. Une fraction internationalisée, largement déconnectée des appareils d'État, sur lesquels elle compte avant tout pour s'assurer une politique fiscale avantageuse, profite à plein du libéralisme, et, d'un certain point de vue, ignore la crise. Une autre, plus ancrée sur des bases nationales, est mise à mal par le phénomène. Une partie de la droite peut donc être tentée par un tournant nationaliste et protectionniste, dans le cadre d'une alliance avec le FN et d'un compromis de classe avec une partie des salariés. Évidemment, les conséquences en chaîne seraient incontrôlables, une sortie de l'euro entraînant une politique de désinflation compétitive et donc un aiguïsement de la concurrence. Du point de vue de la société elle-même, cela signifie par ailleurs une profonde mutation, avec changement du logiciel de valeurs, historiquement construit, et qui donne aujourd'hui sa légitimité à la structure politique et sociale telle qu'elle fonctionne.

OCCUPER LE TERRAIN DE L'ALTERNATIVE

Un tel contexte dicte à la gauche des tâches d'une

ampleur vertigineuse. Or chacunE voit que la principale de ses composantes n'en assume aucune. Le PS est enfermé dans le piège de l'alternance et de la gestion du système, visiblement divisé (et paralysé !) sur la manière d'aborder la question de la montée du FN, entre celles et ceux qui voudraient en faire plus sur la sécurité et les autres qui souhaiteraient mettre en avant les questions sociales. Il entérine le néolibéralisme, ne profitant même pas de la crise que traverse le capitalisme pour le remettre en tant soit peu en question, mettant en orbite un présidentiable qui dirige le FMI. Il est dès lors incapable de proposer une alternative politique à celles et ceux qui veulent être protégés des « gros » mais aussi de celles et ceux qui sont juste un peu plus démunis, et matérialisent le risque de déclassement qu'elles et ils encourrent. C'est pourtant le terrain de l'alternative qu'il faut occuper, en se confrontant aux problèmes politiques qui sont posés, en œuvrant aux mobilisations, en avançant sur une série de propositions programmatiques qui permettent de repolitiser les enjeux et d'affirmer l'intérêt commun et la solidarité des exploités et des opprimés contre les divisions qu'on leur impose. La politique de rassemblement des anticapitalistes prend dès lors tout son sens, dans les luttes et dans les urnes. □

1986 : TCHERNOBYL - 2011 : FUKUSHIMA

Plus jamais ça! Sortons du nucléaire

PAR THOMAS COUDERETTE, VINCENT GAY

©DR / Centrale de Fukushima

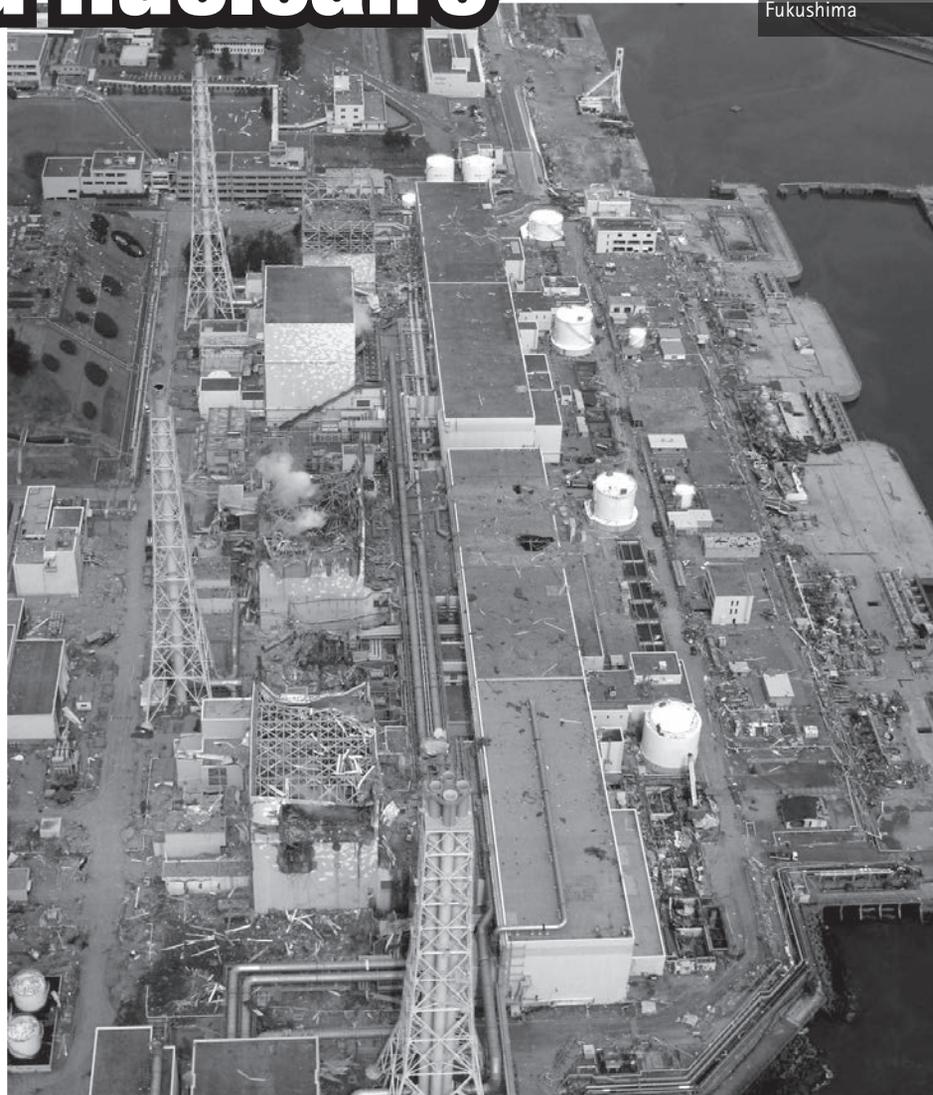
Fukushima remet à l'ordre du jour la nécessité de sortir du nucléaire. Pour cela, il faut agir sur la quantité d'énergie consommée et développer les énergies renouvelables. La création d'un service public de l'énergie est également indispensable pour que son prix ne soit pas lié à la spéculation.

Alors que la catastrophe de Fukushima révèle une nouvelle fois l'ampleur des risques que fait courir l'industrie nucléaire, l'heure est d'abord à la solidarité avec le peuple et les travailleurs du nucléaire japonais.

Mais cette catastrophe interroge également les grands choix internationaux de production énergétique et les logiques qui les sous-tendent. L'enjeu ne concerne pas uniquement le Japon, ni même seulement le nucléaire; il s'agit bien plutôt de combiner révolution énergétique et réponses à la crise sociale et économique provoquée par le capitalisme.

C'est là un défi majeur : combiner l'urgence de la sortie du nucléaire, la réduction massive des émissions de gaz à effet de serre, des pollutions, et des consommations de ressources non renouvelables, tout en garantissant l'accès égal de tous et toutes au logement, à l'énergie, à l'eau, à une alimentation et à une certaine mobilité.

Le débat sur le nucléaire est le plus souvent confisqué par des experts qui, avec l'appui de la science et de données techniques, éloignent de tout choix démocratique les simples citoyenNES. Or il ne s'agit pas d'abord d'un débat technique, mais bien des objectifs qu'une société égalitaire, démocratique, soucieuse du principe de précaution et des équilibres des écosystèmes, doit se fixer quant à la gestion des ressources énergétiques. En ce sens, notre premier objectif ne peut qu'être une politique de sobriété et d'efficacité énergétiques, car la



seule énergie « propre » est celle que l'on ne consomme pas.

SOBRIÉTÉ, EFFICACITÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

De grandes quantités d'énergie pourraient être économisées, y compris concernant la production d'électricité. Mentionnons quelques exemples :

⇒ **Les pertes en ligne** : l'industrie nucléaire consomme une partie non négligeable de sa production, notamment du fait de son hypercentralisation. On estime que 12% de l'énergie électrique sont perdus dans les lignes haute tension et à cause des transformateurs en surchauffe. Ces pertes peuvent être réduites d'un tiers en dix ans par la

baisse de la consommation, la modernisation de certains équipements (transfos) et la décentralisation des modes de production.

⇒ **Exportation** : l'arrêt progressif des exportations permettra de baisser progressivement notre production.

⇒ **Chauffage** : en France, 30% des foyers sont équipés de chauffage électrique (contre 5% seulement en Allemagne). Pour beaucoup cela représente une charge financière considérable. Un vaste programme d'isolation de l'habitat, la production de poêles à bois, l'usage de la géothermie, l'installation de chauffage central en cogénération (où la chaleur émise permet de produire en



même temps de l'électricité) permettraient de grandes économies.

L'efficacité énergétique n'est pas compatible avec le capitalisme qui développe toujours des nouvelles envies et mise sur des concepts tels que celui de la fin de vie programmée: électroménager, ameublement, téléphonie, informatique... des nouveaux produits inutiles sont fabriqués, transportés et vendus et celui tombé en panne selon la volonté des producteurs doit être transporté puis recyclé. Donner la priorité à la durée de vie, à la récupération, au recyclage et à la réparation permettrait de créer localement de nombreux emplois tout en économisant de grandes quantités d'énergie et de ressources. Un contrôle public des durées de vie des biens de consommation courants est nécessaire pour encadrer les activités des grands groupes privés de production et de distribution.

⇒ **Éclairage domestique et public:** une loi cadre pour les entreprises et les collectivités afin de les obliger à réduire leurs éclairages, et un démarchage envers les particuliers pour améliorer leur consommation peuvent être des vecteurs d'économies.

⇒ **Industrie et commerces:** nous proposons la suppression immédiate des panneaux de publicité lumineux, des normes sur le froid industriel, la suppression progressive de la climatisation, l'amélioration de l'isolation des locaux anciens et la mise en place de normes bioclimatiques sur les nouveaux. Un relèvement des tarifs pour les entreprises sera un levier pour accélérer une politique de sobriété énergétique, de même que la mise en chantier de moyens de production propres et de cogénération.

De telles orientations qui concernent essentiellement l'électricité seraient cependant sans aucune efficacité si elles ne s'accompagnaient d'une batterie de mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre: diminution des transports de marchandises, relocalisation de la production, optimisation des déplacements domicile-travail, réduction drastique des engrais azotés dans l'agriculture...¹

Par ailleurs, pour satisfaire un accès à tous et toutes aux ressources, nous proposons que soit garanti gratuitement un accès aux besoins de base (pour l'eau, l'électricité...), tout en taxant fortement et de manière exponentielle les gaspillages. On pourra ainsi dessiner un autre rapport aux ressources et aux biens, une mise en cohérence entre choix publics et choix individuels, par exemple pour les transports de personnes, les choix alimentaires (réduction de la consommation de viande, ou de produits venus de l'autre bout de la planète...).

L'autre grande dimension d'une politique énergétique est le développement massif des énergies renouvelables: le vent (éoliennes), l'eau (barrages hydroélectriques, marées, houle), le soleil (panneaux photovoltaïques et thermiques), les végétaux (biocarburants), la chaleur du sol (géothermie) ou encore le biogaz². Le potentiel de production de ces énergies est immense et bien supérieur à celui des énergies fossiles. Mais en aucun cas, le recours à des techniques non conventionnelles telles que la «fracturation hydraulique» massive (gaz et huiles de schiste) ou encore l'exploitation des sables bitumineux, ne peut être toléré. Le budget de la recherche en France est consacré en grande partie au nucléaire. Pourtant, la priorité devrait être donnée à celles concernant les énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique, aux réseaux d'énergie intelligents ou encore à la réduction des émissions de gaz à effet de serre des technologies qui utilisent le charbon.

Une sortie rapide en une dizaine d'années est possible, essentiellement en prenant immédiatement les décisions politiques adéquates pour l'efficacité énergétique et la production, mais également en permettant, par l'action publique, une évolution sobre des comportements individuels.

CONTRE LES REQUINS DU PRIVÉ, REFONDER LES SERVICES PUBLICS DE L'ÉNERGIE

La réponse aux besoins énergétiques est de même nature que pour tous nos besoins de base: eau, santé, éducation... Ils ne peuvent

s'accommoder des aléas du marché, être livrés aux enchères du moment, nourrir un parasitisme financier vorace et dévastateur pour la planète. Un vrai service public de l'électricité, débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré par les salariés et les usagers aurait à évoluer d'un mode de production hypercentralisé (dix-neuf centres de production électronucléaire) à des productions décentralisées, avec une variété de sources d'énergie, des unités plus nombreuses et de taille plus modeste, soumises au contrôle démocratique des populations concernées. L'articulation entre régies locales et entreprise publique nationale, qui garderait la responsabilité totale du réseau de transport et de distribution, permettrait de réaliser l'égalité dans l'accès à l'énergie sur tout le territoire. Un tel service public aurait aussi pour mission de centraliser l'évaluation des potentiels d'économies énergétiques et de mise en place d'énergies renouvelables. Une coopération au niveau européen (vers un service public européen...) doit par ailleurs permettre une mutualisation des productions afin d'assurer un approvisionnement constant. Enfin, le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable, doit pouvoir être pris en charge par un tel service public.

Les objectifs financiers, productivistes et «croissantistes» qui sont en centre des sociétés privées cotées en Bourse vont à l'encontre de la logique d'une production écologiquement et socialement responsable. Il n'y aura pas de sortie du nucléaire sans s'en prendre à ces multinationales de l'énergie, sans les réquisitionner et utiliser leurs profits pour reconvertir l'outil industriel énergétique à des fins sociales et écologiques. □

1. Voir la brochure du NPA (à paraître):
La planète chauffe, sortons du capitalisme!
2. Par manque de place, nous ne pouvons détailler,
mais nous y reviendrons dans un prochain article.

La sortie du nucléaire ne peut se réaliser sur le dos des salariés de la filière. Plusieurs décennies seront nécessaires pour organiser le démantèlement des centrales et la surveillance des sites. Avec les salariés, nous revendiquons:

- l'arrêt des plans de suppressions d'emplois dans la filière électrique;
- l'embauche des travailleurs du nucléaire en CDI et la titularisation des intérimaires, pour garantir une protection et une sécurité efficaces pour eux-mêmes et pour la population;
- un programme d'embauche de personnels qualifiés;
- le droit d'information des mouvements antinucléaires à l'intérieur des centrales;
- zéro licenciement au moment des fermetures des centrales;
- un programme de formation pour intégrer les salariés dans la production d'énergies renouvelables;
- des embauches massives dans ces énergies.

La gestation pour autrui : ventre à louer ?

PAR ALEXANDRA KLEBER ET LÉA GUICHARD

La loi de bioéthique, qui a été adoptée le 15 février, a entraîné beaucoup de débats autour de la Gestation pour autrui (GPA), à gauche comme à droite, dans les partis (par exemple le PS) et les associations (CNDP, Terra Nova, la Confédération syndicale des familles...). Alors même que le principe de la GPA n'a pas été adopté, c'est l'occasion d'un début de réflexion sur ce débat, qui n'a pas encore eu lieu en dehors d'affaires très médiatiques. D'autant qu'il pourrait réapparaître au moment de l'élection présidentielle.

Deux propositions de loi défendant la gestation pour autrui ont été déposées au Sénat par un sénateur UMP et par une sénatrice PS en janvier 2010. Elles se basaient sur l'idée que la gestation pour autrui serait la seule possibilité d'avoir des enfants pour certaines femmes en cas d'infertilité d'origine utérine. Cela ne concernerait donc que les couples hétérosexuels et serait par ailleurs rémunéré.

Le droit de disposer de son corps est plus que jamais d'actualité, les femmes veulent pouvoir décider d'avoir des enfants ou pas. Le libre choix sur ces questions reste complexe, notre société «découvrant» le déni de grossesse et le néonaticide au travers de quelques faits divers largement médiatisés. La grossesse n'est pas un processus qui va de soi.

Le recours aux mères porteuses implique une instrumentalisation du corps des femmes. En donnant pouvoir à un tiers sur la grossesse d'une femme, c'est une menace pour le droit à l'avortement. Par ailleurs, la possibilité d'aliéner son corps par un contrat ouvre la porte à une légalisation de la prostitution.

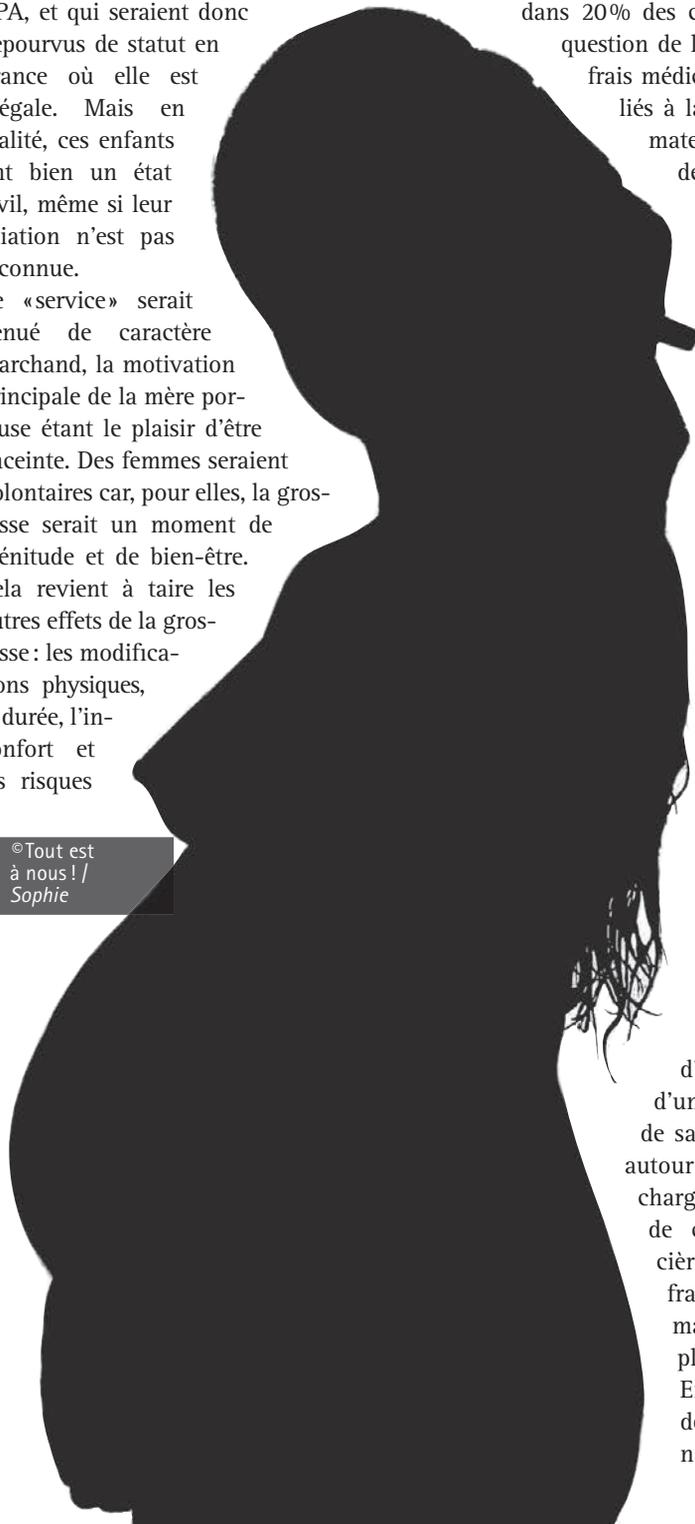
UN SERVICE À LA PERSONNE COMME UN AUTRE

Pour ses défenseurs, la GPA est présentée comme un acte altruiste et une nécessité

pour régulariser la situation d'enfants nés à l'étranger, par le biais de la GPA, et qui seraient donc dépourvus de statut en France où elle est illégale. Mais en réalité, ces enfants ont bien un état civil, même si leur filiation n'est pas reconnue.

Ce «service» serait dénué de caractère marchand, la motivation principale de la mère porteuse étant le plaisir d'être enceinte. Des femmes seraient volontaires car, pour elles, la grossesse serait un moment de plénitude et de bien-être. Cela revient à taire les autres effets de la grossesse : les modifications physiques, la durée, l'inconfort et les risques

©Tout est à nous ! / Sophie



que peuvent représenter une grossesse et l'accouchement, qui existent quand même dans 20% des cas. Enfin, se pose la question de la prise en charge des frais médicaux, de tous les frais liés à la grossesse, du congé maternité, de l'ouverture des droits à la retraite...

QUI PAYE ?

Aujourd'hui le droit français estime que le corps n'est pas un objet et n'a pas le statut d'une propriété susceptible d'être louée ou vendue, aliénée au sens juridique du terme. Selon le code civil (Art 16-1), «*le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial.*»

Mais que ce soit le couple accueillant, la gestatrice (mère porteuse) ou l'État – ce qui resterait à définir – cela implique un rapport marchand d'une manière ou d'une autre car les frais de santé et tout ce qui va autour devront être pris en charge et il s'agit bien là de compensation financière. Donc l'exception française de rapport non marchand n'existerait plus.

En outre, il serait naïf de penser que la GPA n'est pas motivée

par une transaction financière. En Inde, par exemple, une gestatrice gagne entre 2500 dollars et 6000 dollars, alors que le salaire mensuel est de 50 dollars¹.

Dans les pays qui reconnaissent la GPA, on constate un rapport inégalitaire et d'aliénation entre commanditaires aisés et mères porteuses défavorisées.

La marchandisation du corps des femmes serait une des conséquences de cette législation,

©Photothèque Rouge / Milo



avec une nouvelle exploitation des femmes pauvres. Loin d'être un progrès, c'est la plus choquante des extensions du domaine contemporain de l'aliénation, de la marchandisation généralisée.

QUELS DROITS POUR LA MÈRE PORTEUSE?

La rédaction du contrat pourrait également être source de nombreux problèmes. La gestatrice aura-t-elle le droit de changer d'avis? Que se passera-t-il si finalement elle veut avorter ou garder l'enfant? Dans quelle mesure le couple d'intention pourrait-il la surveiller, l'obliger à observer certaines règles de vie concernant son alimentation, contrôler son activité physique, restreindre ses déplacements? Et surtout que se passerait-il si les relations se dégradent entre les deux parties? Comment régler un différend dont l'enjeu est un enfant, quel droit celui-ci aura-t-il? Sans compter les problèmes qui pourraient émerger du fait du couple lui-même: divorce, séparation, décès de l'un des deux... Et si le couple ne veut plus de cet enfant? Toutes ces questions se posent dans les pays où les mères porteuses sont légales et entraînent une multitude de conflits de droit aux conséquences souvent dramatiques.

LA FEMME RÉDUITE À UN RÉCEPTACLE

Le plus réactionnaire dans cette position pseudo progressiste est que la femme est considérée comme ayant pour rôle principal la procréation et qu'il est donc naturel de demander à une autre de porter l'enfant qu'on ne peut avoir. On peut également imaginer certaines dérives: pour des raisons de confort, de carrière, il serait possible de faire appel à des femmes dont la condition serait de faire des enfants pour d'autres.

POUR ENCADRER LE CHOIX DE MÈRES PORTEUSES

Pour les défenseurs des propositions de loi, les mères porteuses devraient être choisies selon des critères sociaux objectifs, psychologiques et non discriminatoires qui sont très vagues. Mais l'un de ces critères interpelle: la gestatrice devrait être déjà mère. Sans aller sur un terrain moral, on peut quand même se demander quel impact cela aurait sur la fratrie? En effet, les conséquences d'une telle grossesse pourraient déstabiliser les premiers enfants. De plus dans une société où l'émancipation des femmes est un combat de tous les jours, quelle image de la femme serait donnée?

Du côté de l'enfant issu de la GPA, peut-on être vraiment sûr qu'il ne sera pas lui aussi « victime » du sentiment d'abandon, ou qu'il ne souffrira pas d'avoir fait l'objet d'une transaction? On se rend compte, avec le débat actuel sur le droit de connaître le donneur de sperme dans la procréation médicalement assistée, que cette question est loin d'être évidente.

Si ce débat doit être mené, ce n'est certainement pas sur la base d'une fausse compassion.

RÉFORMER L'ADOPTION

Il faudrait plutôt se poser la question de l'adoption qui reste aujourd'hui une démarche difficile, longue et discriminante pour les célibataires et encore plus pour les couples homosexuels. Ainsi, ces derniers sont obligés pour adopter d'utiliser des vides juridiques et il est plus facile pour unE célibataire d'adopter en cachant ses orientations sexuelles. Par ailleurs l'adoption n'est certes pas toujours satisfaisante car les parents adoptants aimeraient avoir l'enfant le plus ressemblant possible, le plus jeune possible et sans problèmes de santé physique ou mentale. Les délais très longs empêchent souvent l'adoption, les parents devenant « trop âgés ». D'autres problèmes liés à l'adoption existent: les liens affectifs, l'identification parents/enfants... La gestation pour autrui légalisée serait donc un moyen de satisfaire un désir d'enfant et de résoudre les problèmes de l'adoption.

Mais les dangers d'une légalisation des mères porteuses dépassent les limites de l'adoption, dont aujourd'hui l'enjeu est d'améliorer les procédures.

La légalisation des mères porteuses entraînerait un recul des droits des femmes, développerait de nouvelles formes d'exploitation et de commercialisation du corps des femmes, notamment des plus défavorisées par les plus riches. Tout en reconnaissant la souffrance de ne pouvoir avoir d'enfant, il faut rappeler qu'il n'existe pas de « droit à l'enfant » et que ce n'est pas l'ADN qui fait les parents.

Les débats autour de la GPA posent en filigrane plusieurs questions: le désir d'enfant, la parentalité biologique et sociale, l'injonction à la maternité comme norme pour les femmes et les couples, et la notion de droit à disposer de son corps. □

1. Chiffres donnés par Terra nova (laboratoire d'idées proche de la gauche française fondé en février 2008) « mères porteuses extension du domaine de l'aliénation » étude menée par René Frydman et Olivier Lyon-Caen, et le groupe de réflexion sur les mères porteuses.

GRAND PARIS EXPRESS

L'union néolibérale de la droite et de la gauche

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Lors des élections régionales de 2010, toute la gauche d'Île-de-France avait déclaré s'opposer au projet de Grand Paris voulu par Sarkozy – et avait engrangé des votes sur cette base. Le 26 janvier 2011, au cours d'une conférence de presse conjointe, le président PS de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon, et le ministre de la Ville, Maurice Leroy, ont cependant annoncé que le différend était résolu, que majorité régionale de gauche et gouvernement de droite défendaient désormais un seul et même projet. Que s'est-il passé ?

Comme nous l'écrivions ici en janvier 2010, le projet de Sarkozy, avec sa rocade de métro automatique «Grand Huit» au coût faramineux de 20,5 milliards d'euros, «*visait à transformer la région en structure au service des entreprises, à faire entrer la capitale dans la mondialisation capitaliste, sans que l'intérêt des Franciliens soit pris en compte.*» Le même article signalait aussi que «*si le PS critique ce projet, il y a bien sûr derrière des enjeux de pouvoir importants alors qu'il dirige la région et la capitale. Pourtant le SDRIF (schéma directeur de la région Île-de-France) élaboré par la gauche au conseil régional fait la part belle aux pôles de compétitivité, prévoit de développer les bureaux et définit son propre projet de transports ultrarapides pour cadres friqués. Il vise aussi à faire de Paris une "ville-monde" en pointe dans la grande concurrence de la mondialisation.*» Autrement dit, il y avait sans doute désaccord mais certainement pas incompatibilité. Il n'est donc pas si étonnant que le «Grand Paris» de Sarkozy ait finalement fusionné avec l'«Arc Express» proposé par la gauche, dans ce «Grand Paris Express» objet de toutes les congratulations, loué de droite et de gauche comme un «accord historique». En réalité, il

s'agit d'abord de la reprise et de la validation par la gauche du projet sarkozyste. D'une part, le tracé du Grand Huit destiné à relier à grande vitesse les centres financiers, «pôles d'excellence» économiques, aéroports et grandes gares n'a été que très peu modifié. La seule concession faite à la majorité régionale est le dédoublement de la boucle prévue dans l'est parisien, entre une première rocade remontant jusqu'aux aéroports du Bourget et de Roissy et une seconde, plus proche du centre, qui devrait permettre de désenclaver une série de communes denses. Pour le reste, c'est-à-dire partout ailleurs en Île-de-France, les besoins des populations attendront. Valérie Pécresse souligne à juste titre que «*le tracé final reprend à 90% celui initialement proposé par le gouvernement.*» «*Il suffit de comparer les cartes*» ajoute, cruel, le Nouveau Centre qui juge «*funambulesque*» l'attitude de Jean-Paul Huchon, auquel il a fallu «*concilier l'inconciliable, c'est-à-dire la posture politique qu'il adoptait [...] et le pragmatisme qu'il pratiquait, par ailleurs et en même temps, dans ses discussions avec le gouvernement.*»

D'autre part, le PS et sa majorité régionale ont par cet accord entériné la loi du 3 juin 2010 créant la Société du Grand Paris, émanation directe de la droite gouvernementale et des milieux d'affaires, chargée de piloter l'ensemble du projet. Ce faisant, ils ont accepté que le conseil régional d'Île-de-France se trouve de fait dépouillé de ses prérogatives d'aménagement du territoire, et notamment placé dans l'incapacité d'agir de quelque façon que ce soit face à la vague de spéculation immobilière que le Grand Paris générera autour des sites choisis. De même acceptent-ils que le STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France), formé par les collectivités territoriales de la région,

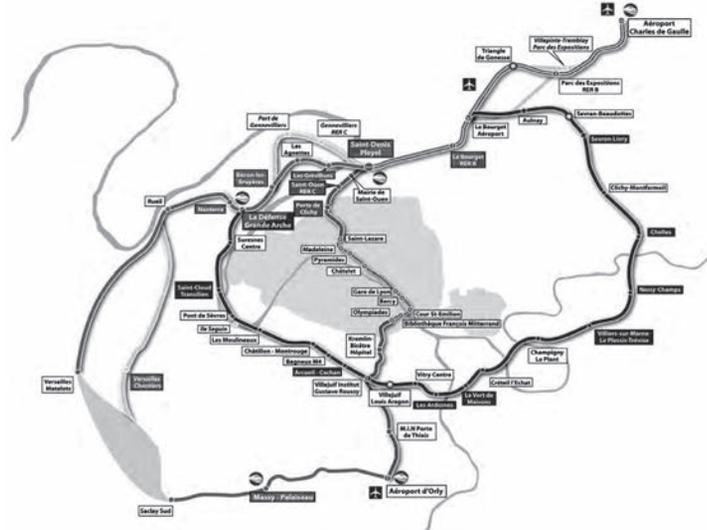
perde la maîtrise de la politique régionale des transports, toujours au profit de la Société du Grand Paris.

Tous les groupes de gauche au conseil régional n'ont certes pas approuvé l'accord Huchon-Leroy. Il a été combattu, assez timidement, par Les Verts-Europe Écologie, et de façon plus ferme par les cinq conseillers régionaux du groupe du Parti de gauche et des Alternatifs – sans que le PG n'en fasse pour autant un quelconque casus belli ni même ne relaie outre mesure, au niveau national, la dénonciation juste faite par ses élus régionaux. La prise de position du groupe des élus régionaux «Front de gauche – Parti communiste français, Gauche unitaire et Alternative citoyenne» n'en est que plus significative et frappante. S'alignant totalement sur le PS francilien, il a salué l'annonce de Grand Paris Express comme une «*première grande victoire*», «*un pas qui est franchi vers un projet historique pour l'Île-de-France*», un «*investissement massif en banlieue*» dont il faut «*se féliciter qu'il devienne enfin réalité*»!

Comment ne pas y voir une anticipation de ce qui se passera sans doute demain, à l'échelle du pays, en cas de victoire électorale de la gauche? □

1. Le Grand Paris, enjeu national pour la droite, Sylvain Pattieu, Tout est à nous! La Revue n° 7.

© Projet Metro Grand Paris



Entre révolution et contre-révolution

PAR DENIS GODARD

Après une analyse des processus en cours au Maghreb et au Moyen-Orient, nous revenons, dans les pages qui suivent, sur le déroulement de la révolution en Tunisie, ses grandes étapes, les enjeux régionaux, la crise de l'impérialisme, les racines de la révolution avec notamment la lutte du bassin minier de Gafsa. Enfin, nous donnons la parole à Vincent Geisser qui expose sa vision de la révolution tunisienne.

Quand le monde est en bascule, l'histoire s'écrit bien trop vite pour pouvoir être racontée un mois à l'avance. Hier c'était la Tunisie et l'Égypte et au moment où nous écrivons, la Syrie est dans la vague. Le quotidien algérien *El Watan* du 31 mars écrit qu'en Algérie «*le mois de mars se termine sur une vague de mécontentement généralisé et augure d'un printemps mouvementé*». Qu'en sera-t-il dans un mois de la contestation au Yémen, en Jordanie, à Oman, au

Bahreïn? Et des flammes allumées au Maroc, en Iran jusqu'au Burkina Faso et même en Chine où le pouvoir craint l'odeur du jasmin tunisien?

Ironie de l'histoire, c'est dans cette région du monde décrite par la pensée impériale comme le trou noir de la réaction à la modernité que les peuples en révolte engagent une bataille décisive pour un autre monde. Voilà l'enjeu au niveau duquel il est nécessaire de se placer pour tenter de s'orienter. Car les maîtres actuels de la planète, surpris comme tout le monde par cette vague révolutionnaire, l'ont, eux, déjà compris. Et de l'intervention prétendument humanitaire en Libye aux manœuvres pour mettre en selle de nouveaux amis, la bataille est, de fait, engagée entre révolution et contre-révolution au niveau régional voire international. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de Carter mais aussi d'Obama, explique dans un entretien au *Monde* du 1^{er} avril qu'«*il ne fait absolument aucun doute qu'un Moyen-Orient plus démocratique sera – nous ne devons nous faire aucune illusion sur ce point – moins favorable à la politique à laquelle nous sommes restés fidèles*». C'est ce qui l'amène à plaider pour un «*leadership résolu*» d'Obama.

C'est ce que sous-estiment dangereusement ceux et celles qui, pourtant totalement solidaires des peuples en lutte, pensent

néanmoins que l'intervention occidentale en Libye¹ pourrait être la moins pire des solutions et ne pas avoir de conséquence sur le processus général. L'Égyptien Hosam al-Hamalawy écrit sur son blog: «*La révolution en Libye est prise en otage sous nos yeux. C'est la contre-révolution*».

Pour analyser l'aspect global de ce processus, tout en tenant compte de la diversité des rythmes et des formes qu'il prend selon les pays, on peut utiliser une formule qui a servi à pour comprendre le développement du capitalisme à l'échelle mondiale: c'est un processus à la fois inégal et combiné. La plus évidente des interactions entre les différents pays est évidemment l'inspiration et la confiance qu'ont donnés aux autres peuples l'exemple de la chute de Ben Ali puis de Moubarak: mêmes slogans (dégage!), mêmes tentatives de donner une visibilité au mouvement au travers de grands jours de mobilisation (spécialement les vendredis) et de l'occupation de places publiques. Via internet, les activistes de Tunisie ont même prodigué des conseils aux activistes égyptiens lors de leurs affrontements avec les forces de la sécurité. Cela n'est pas fini: on peut facilement imaginer qu'une évolution en Tunisie ou en Égypte qui décevrait les attentes de ceux et celles qui ont fait chuter les dictateurs aura des conséquences sur la détermination



©DR/ Égypte 28 janvier 2011



©DR/ Tunisie 2011

des peuples dans les autres pays : à quoi servirait de risquer sa vie si ce n'est pas pour vivre mieux ? Cette interaction joue et jouera aussi dans l'autre sens : l'atmosphère ne sera pas la même au Caire et à Tunis selon les victoires ou les échecs du processus en Syrie, en Jordanie et ailleurs. Mais les interactions jouent à deux autres niveaux au moins. Le premier est économique. L'effet des processus révolutionnaires sur le prix du pétrole en est l'exemple le plus spectaculaire qui peut déstabiliser tout le système international. Mais le pétrole n'est pas seul en cause. Le volume de nouveaux contrats signés dans la région par la Chine a ainsi chuté de 52,3% au cours des deux premiers mois de 2011 par rapport à 2010. Le second niveau est politique. Lorsque tout le personnel qui était à la tête de l'État est menacé, tout un système de relations et de connivences entre classes dirigeantes des différents pays est, provisoirement du moins, affaibli. Au regard des bouleversements possibles la démission d'Alliot-Marie n'est qu'une anecdote significative.

Cet aspect combiné des processus explique aussi certaines spécificités selon les pays. Il est évident que si les premières expériences ont pris par surprise les pouvoirs en place et les puissances impériales, c'est désormais moins le cas. Au Maroc et en Algérie comme en Jordanie, les pouvoirs en place tentent d'utiliser un dosage de concessions et de répression avant que cela n'apparaisse comme les armes d'un pouvoir aux abois. Rien n'assure cependant

que cela sera suffisant. Enfin, en fonction de l'évolution de la situation en Tunisie et en Égypte, des secteurs de la bourgeoisie ou de l'armée, tentés de surfer sur le mouvement, pourraient hésiter à prendre le risque d'un développement s'avérant incontrôlable. Là où, en Tunisie et en Égypte, la première phase du processus aboutissant à la chute des dictateurs a été relativement rapide, le développement est plus lent dans les autres pays.

Quels sont les éléments clés du conflit entre révolution et contre-révolution ?

LE DÉVELOPPEMENT EN ÉGYPTE ET EN TUNISIE

En Égypte comme en Tunisie, l'existence d'une classe ouvrière autochtone, relativement diversifiée et ayant commencé à re-développer une tradition de luttes dans les années précédentes a joué un rôle déterminant à la fois dans la chute des régimes en place, dans la forme du mouvement et dans son potentiel pour la suite. L'appel à la grève générale lancé en Égypte au soir du 10 février pour le samedi 12 a décidé l'armée à lâcher Moubarak le 11 février. Cela a limité, comme en Tunisie, la violence de l'affrontement. Mais c'est maintenant que commence à se jouer le sort de la révolution. L'armée égyptienne, réelle détentrice du pouvoir, a émis un décret interdisant les sit-in, manifestations et grèves. Cela a provoqué... une journée de manifestations le vendredi 1^{er} avril pour «sauver la révolution». La fédération des syndicats indépendants a lancé une campagne pour avoir 3 millions de membres dans les mois qui viennent, chiffre

à faire rêver tous les syndicalistes en France. Alors que les fractions de la bourgeoisie égyptienne et des classes moyennes qui ont soutenu le processus s'unissent désormais à l'armée pour réclamer le retour à l'ordre, l'avenir de la révolution dépend étroitement des capacités qu'auront les organisations de travailleurs et les comités populaires, qui se sont formés, de prendre la direction du mouvement. De ce point de vue le communiqué commun signé par de nombreuses forces de gauche² est une indication positive.

LE SORT DE LA LIBYE

La dynamique générale de l'intervention occidentale en Libye a une orientation assez claire : de plus en plus impérialiste et de plus en plus militaire. Fin mars, c'est l'alliance militaire occidentale, l'Otan, qui l'a prise en main. C'est dans les cuisines de Paris, Londres et Washington que se préparent les recettes d'un futur régime. Et ce sont des instructeurs militaires français et américains qui commencent, sur le terrain, à prendre le commandement de «l'insurrection». Bref, ce sont de moins en moins les Libyens eux-mêmes qui décident de leur sort dans la lutte contre Kadhafi et pour leur avenir. Ce faisant, s'installe dans un pays placé exactement entre la Tunisie et l'Égypte, et au moment où le processus dans ces pays entre dans une phase délicate, une présence militaire des impérialismes dominants pesant sur les choix qui y seront faits.

Cela signifie que le sort des révolutions tunisienne et égyptienne, et donc de la révolution arabe, se joue aussi en Libye. Et que le sort de la Libye se joue à Paris, Londres, Istanbul, Rome et New York : la première des solidarités que nous pouvons apporter aux peuples arabes est dans la construction d'un mouvement d'opposition à la guerre menée par l'Otan en Libye. □

©DR/ Yemen 2011



1. Quant à ce que l'impérialisme est capable de justifier au prétexte de la défense des peuples contre les dictateurs, il est toujours bon de se rappeler qu'à la question d'un journaliste lui demandant si les 500 000 enfants irakiens morts à cause de l'embargo sur l'Irak étaient le prix à payer, Madeleine Albright répondait, certes après un moment d'hésitation : «oui c'est le prix à payer».

2. La criminalisation du droit de grève. Un revers pour la démocratie et la révolution http://www.labreche.ch/Ecran/EgypteDeclUnitDdGreve03_11.html

PAR LA COMMISSION
MAGHREB DU NPA

Les grandes étapes de la révolution en cours

Tout le monde connaît désormais le nom de ce jeune Mohamed Bouazizi de Sidi Bouzid, qui s'est immolé le 17 décembre dernier, ne supportant plus la misère ni les humiliations quotidiennes. Et à partir de cette étincelle, c'est aujourd'hui l'ordre mondial qui est secoué. Mais cette étincelle n'aurait pas mis le feu à la plaine sans l'accumulation de luttes sociales et politiques qui remontent au moins à la révolte du bassin minier de Gafsa en 2008, et qui a autant marqué les esprits par la détermination des militants que par la férocité de la répression.

Il n'est pas possible ici de reprendre dans le détail les événements. Voici quelques points clés.

Une première période est constituée d'affrontements quotidiens au cours desquels les travailleurs et chômeurs se reconnaissent massivement dans le geste de Mohamed Bouazizi s'attaquant aux symboles de l'État (commissariats) et du pouvoir (en particulier les «stèles du 7 novembre», date du coup d'État de Ben Ali). Ces manifestations s'étendent rapidement à un grand nombre de villes, à partir du centre pauvre du pays, pour finalement atteindre la capitale. Les forces démocratiques et de défense des droits de l'homme, qui ont depuis des années mené un travail inlassable de résistance à la dictature, avec une place particulière des avocats, contribuent dès cette période à l'extension du mouvement. À Tala et Kasserine, deux villes du Centre, le nombre de morts augmente dramatiquement dans les journées du 6 au 9 janvier, soit trois jours après l'entrée en scène de

la jeunesse scolarisée. L'armée reste globalement neutre, s'interposant même parfois pour protéger la population de la police. L'idée se répand qu'il vaut mieux mourir debout que vivre à genoux, retirant l'arme de la peur des mains des tyrans.

Ces affrontements ont un autre effet : au sein de l'UGTT, dont certains militants jouent tout de suite un rôle de soutien et d'organisation des manifestations, les équilibres basculent, l'opposition peut imposer un soutien aux manifestants (cf. article sur l'UGTT). La manifestation du 11 janvier, dans la grande ville industrielle de Sfax, marque un tournant : on passe d'émeutes à des manifestations de masse. Trois jours plus tard, après une immense manifestation à Tunis, Ben Ali s'enfuit.

En trois jours, la pression des masses tunisiennes a eu raison d'un premier gouvernement Ghannouchi, quasiment identique au gouvernement sortant (Ghannouchi était déjà Premier ministre depuis onze ans).

C'est également la mobilisation de la population dans les quartiers populaires qui a eu raison de la stratégie du chaos, arrêtant des hommes des milices RCD et les remettant à l'armée, alors que la police est quasi inexistante et participe souvent directement aux exactions.

Cette mobilisation provoque le remplacement des gouverneurs (équivalent de nos préfets). Dans de grandes entreprises, des dirigeants corrompus sont «dégagés» par les salariés, des maires par les habitants.

Les forces de gauche et d'extrême gauche, fragilisées et affaiblies par un demi-siècle de répression, s'organisent notamment dans

le Front du 14 Janvier qui joue depuis un rôle non négligeable dans l'organisation des mobilisations.

Après deux occupations de la Casbah – la place située sous les fenêtres du siège du gouvernement – la première ayant été dispersée de manière très brutale, de nombreux sit-in dans la plupart des villes du pays et une immense manifestation à Tunis le 25 février, la population obtient finalement le départ de Ghannouchi, le 27 février.

Le nouveau Premier ministre, exhumé de l'ère bourguibiste, a un lourd passé puisqu'il fut ministre de l'Intérieur à une époque où on torturait déjà les opposants. Il comprend néanmoins la nécessité de faire les concessions auxquelles se refusait son prédécesseur : dissolution du RCD (mais ses anciens dirigeants ont alors créé plusieurs «nouveaux» partis immédiatement légalisés), dissolution de la police politique (mais en fait, seuls 200 policiers sont concernés par cette mesure) et surtout annonce de l'élection d'une Assemblée constituante.

Ces concessions, même si elles ont une part factice, ont mis fin au sit-in de la Casbah (appelé Casbah 2). Mais le moteur de la révolution est toujours là : la population comprend que le RCD manœuvre pour préserver son pouvoir et gagner du temps, notamment pour effacer les preuves de corruption. Elle n'a que ce qu'elle a conquis : la liberté – fragile – d'expression et de manifestation. Liberté qu'elle compte bien employer pour changer sa situation concrète qui n'a pour le moment guère évolué. □

©Photothèque Rouge / Akremi Mesbah.

Manifestation à Tunis le 22 janvier 2011 des policiers qui demandent pardon au peuple.



©Photothèque Rouge / Fremem Tabr.

La mobilisation entraîne la chute du Premier ministre Ghannouchi



Les enjeux régionaux et nos tâches

PAR LA COMMISSION MAGHREB DU NPA

Le monde arabe est en train de s'embraser, même s'il serait faux de penser que les situations sont identiques dans tous les pays. Les régimes tremblent, mais leur solidité, même relative, est variable. L'impérialisme ne peut se permettre un basculement total de la région, à plus forte raison si ces processus débouchent sur une remise en cause – même partielle – des politiques néolibérales, du contrôle des ressources naturelles, de la pérennité des bases militaires étrangères et du statu quo avec l'État d'Israël. Ce qui se joue dans les révolutions en cours, si elles réalisent des percées concrètes sur le terrain social et démocratique, c'est la possibilité d'un début de rupture avec l'ordre capitaliste mondial, et donc d'un affaiblissement stratégique de l'impérialisme, alors que celui-ci connaît la plus grave crise de l'après Deuxième Guerre mondiale.

De telles avancées concrètes joueraient un rôle de catalyseur dans la durée, au-delà des rythmes propres et des résultats spécifiques des confrontations dans chaque pays. Le caractère anti-impérialiste des révolutions en cours est largement ancré dans les traditions politiques de lutte du peuple égyptien, confronté en première ligne à la question palestinienne et à la dépendance par rapport aux États-Unis. Le sentiment de dignité nationale qui soulève les peuples arabes est aussi intimement lié à leur refus d'accepter le statu quo avec Israël. Il est incontestable que la résolution des revendications sociales des pays concernés nécessitera des ruptures profondes avec les politiques dictées par les institutions internationales, les États du « Centre » et les multinationales. Il n'est d'ailleurs pas

exclu que ces « leçons d'arabe » soient comprises par un certain nombre de pays de la Méditerranée, par les maillons faibles de l'Europe impérialiste, voire au-delà.

C'est à partir de là qu'il faut penser nos tâches de « solidarité ». L'enjeu est de combattre nos propres impérialismes et de défendre la radicalité exprimée et les exigences portées par le mouvement populaire. Les axes d'une solidarité révolutionnaire et internationaliste peuvent s'articuler autour de différents points: annulation des dettes contractées par les dictatures; restitution de leurs avoirs aux peuples; rupture des accords de libre-échange; dénonciation des pactes sécuritaires et militaires; révélation des complicités patronales avec les affaires des dictatures; droit des peuples à se réapproprié (à nationaliser) les entreprises et leurs ressources; refus de toute ingérence impérialiste dans les processus en cours; soutien aux luttes populaires contre la répression des gouvernements de transition. Cela implique aussi que nous renforçons nos liens avec les secteurs les plus avancés des révolutions en marche.

Nous devons nous engager à soutenir jusqu'au bout les processus révolutionnaires qui contribuent à modifier les rapports de forces à l'échelle mondiale; à aider concrètement les courants anticapitalistes et à expliquer inlassablement qu'il n'y a pas d'exception révolutionnaire arabe et que la seule voie pour mettre fin à la dictature du capital, y compris dans nos pays, repose sur des soulèvements populaires et démocratiques où les opprimés et exploités, femmes et hommes, comptent sur leurs propres forces. La bataille ne fait que commencer. □

©Photothèque Rouge / Fremen Tabr.

Tunis, place de la Casbah, février 2011. La mobilisation entraîne la chute du Premier ministre Ghannouchi.



©DR / Égypte, tanks et soldats de l'armée



©DR / Égypte, manifestants sur les tanks



Impérialisme en crise

PAR LA COMMISSION MAGHREB DU NPA

L'affaiblissement relatif des principales puissances impérialistes est patent : constat d'échec des États-Unis en Irak et enlèvement en Afghanistan ; défaite militaire israélienne au Liban ; crise du projet européen de l'Union pour la Méditerranée ; persistance de la question palestinienne. Ce contexte général réduit leurs capacités d'intervention sur plusieurs fronts pour stabiliser des dictatures relais. De plus, les pays dominants sont eux aussi confrontés à une grande instabilité sociale et économique ; ils subissent le réaligement en cours des rapports de forces internationaux, lié à la montée en puissance de l'impérialisme chinois, de même que d'autres économies émergentes ; et ils disposent de capacités d'intervention plus limitées pour garantir le maintien de rapports de forces géostratégiques favorables. La défense de leurs intérêts repose sur des capacités plus étroites : il leur faut abandonner tel ou tel dirigeant subordonné pour essayer de contrôler les changements. Nous sommes dans une situation où l'intensification de la crise de l'impérialisme laisse libre cours à l'aggravation des contradictions des sociétés dominées. Certains maillons de la chaîne impérialiste de domination sont fragilisés, tandis que les classes dominantes de la périphérie ont de plus en plus de peine à anticiper les soulèvements populaires et à faire face.

La crise économique mondiale produit ses effets les plus dévastateurs là où la situation des classes laborieuses est déjà la plus difficile. Et ceci d'autant plus que les acquis des luttes ouvrières d'Europe, et dans une moindre mesure des USA, freinent le report immédiat et brutal des effets de la crise sur les plus démunis : assurance chômage, salaire socialisé (santé, éducation, etc.) ne sont pas par hasard la cible des politiques de régression appliquées depuis 30 ans. De plus, la grande faiblesse des droits syndicaux et politiques rend les conditions de la résistance bien plus difficiles... et explosives dans les pays dominés. Mais quelles sont les marges de manœuvre

de ceux qui veulent d'un «*changement*» qui ne change rien ? En effet, dans les pays dépendants, le capitalisme en crise n'est pas soluble dans un régime démocratique, qui permette aux opprimés de lutter librement pour la défense de leurs intérêts. Tout juste peuvent-ils viser une façade démocratique en élargissant la cooptation des élites et la répartition des privilèges. Les interventions impérialistes visent ainsi à instaurer une démocratie politique restreinte, où les anciens groupes dirigeants qui structurent l'appareil bureaucratique et répressif de l'État composent avec de nouveaux venus. Mais cette possibilité même est limitée en raison de la faiblesse ou de l'inexistence de partis bourgeois démocratiques ou réformistes un tant soit peu enracinés, d'ailleurs rapidement discrédités par leur soutien ou participation aux «*gouvernements de transition*».

Loin des transitions négociées qu'ont connues plusieurs pays d'Amérique latine dans les années 1980-1990, la poussée révolutionnaire entretient la pression sur les processus politiques d'en haut, même quand elle semble refluer. L'irruption du mouvement populaire permet de comprendre les limites des replâtrages en cours. En retour, le développement des révolutions dans le Maghreb et le Moyen-Orient affaiblit le système (voir *Les enjeux régionaux et nos tâches*, p.13). L'impérialisme doit faire face à la solidarité internationale entre les peuples. Celle par exemple, qui a empêché Sarkozy d'héberger Ben Ali et l'a obligé à limoger Michèle Alliot-Marie. Cette solidarité joue un rôle essentiel, et doit être nourrie de la compréhension que le succès des révolutions en cours créera les conditions d'un renversement des rapports de forces au profit du travail, dans les métropoles impérialistes. □



PAR LA COMMISSION MAGHREB DU NPA

Les tâches

L'e soulèvement tunisien a été déclenché par des questions sociales (chômage, pauvreté) mais également par le rejet de la corruption. Le premier mot d'ordre, prédominant pendant une quinzaine de jours, était : «*un travail est un droit, bande de voleurs*». Avec l'extension de la mobilisation à la jeunesse scolarisée, le caractère démocratique s'est affirmé : les mots d'ordre visaient le départ de dictateurs et exprimaient l'aspiration à une société débarrassée des appareils policiers et de la corruption des partis au pouvoir. Ces objectifs, dont l'expression la plus synthétique a été et reste le désormais célèbre «*dégage*», sont perçus comme une condition pour poursuivre le combat social. L'injustice, l'exploitation, l'arbitraire, le déni de démocratie ne concernent pas seulement la classe ouvrière, mais sont vécus par de larges couches sociales. La référence à des objectifs nationaux (Tunisie libre) se retourne ainsi contre les mafias régnantes, inféodées aux puissants de ce monde, qui se comportent comme les colons hier. Elle constitue l'arrière-fond de la conscience collective.

Cette conscience nationale, démocratique et populaire, convaincue de la légitimité de ses droits, structure le mouvement. Il ne se perçoit donc pas d'abord ou entièrement comme un mouvement de classe. La question sociale est cependant le moteur des différenciations qui se développent en son sein. Pour les couches les plus larges, la révolution doit changer la vie, le quotidien. Le maintien de la dictature sans le

B DU NPA

es de la révolution en cours

©Rais67 / Siège du RCD lors de la révolution tunisienne



dictateur dévoile la nature de classe du système, qui ne se réduit pas au pouvoir d'un clan : le décalage entre les transitions d'en haut et les revendications démocratiques d'en bas, l'absence d'une prise en compte des aspirations sociales, révèlent ainsi des logiques sociale et politique antagoniques entre les forces de la révolution et de la contre-révolution.

Face à cette réalité, la stratégie du RCD est de désamorcer le mouvement en le divisant, sans rompre avec les rapports de domination et les logiques économiques en place. Certains secteurs prônent un attentisme ou un soutien aux gouvernements de transition : la bourgeoisie, les classes moyennes, mais aussi des fractions populaires, parmi lesquelles les logiques de survie entraînent des phénomènes de repli. Ces tendances sont exploitées par le pouvoir, sans pour autant lui donner une légitimité politique.

Face à la menace d'une intervention de l'armée, le peuple a cherché à diviser le pouvoir pour accroître son espace de mobilisation. L'armée n'était pas sûre de l'attitude de ses troupes, une fois le mouvement de masse suffisamment enraciné. Les scènes partielles de fraternisation indiquent qu'elle n'est pas immunisée par rapport aux effets de la crise sociale et politique. Toutefois, une accentuation de la polarisation sociale et politique verrait sans doute l'armée prendre le rôle d'appareil central de répression. Fin février, les tirs à balles réelles de militaires à Kasserine (centre-ouest tunisien), ainsi que leurs menaces de

casser les grèves et les mobilisations démocratiques témoignent de ce repositionnement.

LE MOUVEMENT N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

La contestation est loin d'être achevée et les masses populaires n'ont cessé jusqu'ici d'avancer. On assiste à une montée progressive des revendications sociales : les luttes des ouvrières du textile et des salariéEs de la fonction publique en témoignent. L'activité revendicative continue avec des processus nouveaux d'accumulation de forces. L'existence de contre-pouvoirs locaux assurant des formes d'auto-organisation populaire, la volonté des secteurs les plus avancés de coordonner les luttes sur le plan régional et national, le succès des meetings du Front du 14 Janvier et la structuration d'un Congrès national de défense de la révolution, la prise en compte de la nécessaire articulation entre revendications sociales et démocratiques, sont autant d'éléments qui témoignent d'un début de recomposition des forces. Un processus complexe de construction d'une hégémonie démocratique par en bas est en train de se frayer un chemin, tant au niveau des revendications que des formes d'organisation.

RENFORCER L'ORGANISATION ET LA CONSCIENCE DES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES

Le propre d'une situation révolutionnaire est que les phases de flux et de reflux s'inscrivent

dans des cycles courts, tant que le mouvement populaire n'est pas défait. Dans cette instabilité prolongée, l'accumulation des forces, la construction d'organisations de masse indépendantes et d'organes de participation populaire doit s'articuler à la nécessité d'imposer les revendications immédiates de larges secteurs de la population et de disputer aux gouvernements la faculté de définir le contenu social et politique de la transition. Il s'agit de construire les perspectives politiques qui permettront de développer et de coordonner les luttes concrètes contre la nouvelle façade démocratique des institutions et les politiques libérales. Aujourd'hui, au-delà de la lutte au sein de l'UGTT, la question décisive de la construction d'un parti révolutionnaire se pose avec acuité. Pour que le processus triomphe, il requiert un niveau élevé d'auto-organisation et une force politique consciente, capable de centraliser les luttes concrètes autour de l'objectif de la conquête du pouvoir par les opprimés. L'enjeu est bien celui de la cristallisation d'un nouveau mouvement démocratique, ouvrier et populaire, dans des conditions nouvelles, capable de balayer la dictature. C'est d'autant plus vrai que des victoires sociales et démocratiques, y compris sur le terrain de la sécularisation et des droits des femmes rejetteraient encore plus sur la défensive les tenants de l'islam politique, qui n'ont pas été jusqu'ici au cœur du processus, mais cherchent à occuper un espace politique. □

À propos de l'UGTT

PAR MOHAMED AMAMI

Dès sa naissance en 1946, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ne se limite pas à une action strictement revendicative, mais adopte une orientation nationaliste anticolonialiste. De son rôle majeur dans la lutte pour l'indépendance, elle conserve ensuite une capacité à mobiliser bien plus de salariés, d'étudiants, de militants associatifs, de citoyens que toute autre force. L'UGTT reste pour ces raisons un élément décisif dans les échéances politiques.

Alors que la base pousse vers l'autonomie face à l'État, la bureaucratie syndicale entend garder sa relation de partenariat avec le parti au pouvoir afin de préserver son appareil et ses privilèges. D'où une attitude équilibrée oscillant entre soumission et résistance au régime en place. D'où également certains traits proches de ceux de son allié/rival, le parti du Néo-Destour¹ : hostilité à tout pluralisme syndical, structuration hypercentralisée, etc.

Depuis la fin des années 1960 et avec le développement rapide et massif de l'enseignement, une main-d'œuvre diplômée arrive en nombre sur le marché du travail. La syndicalisation rapide des fonctionnaires des services publics engendre une nouvelle génération syndicale plus politisée et plus ouverte aux idées de gauche et d'extrême gauche. La tendance vers l'indépendance vis-à-vis de l'État et du parti au pouvoir, la démocratie et la lutte de classe se développent surtout dans

quelques fédérations du secteur public (enseignement, poste et télécommunications, transports, santé...), tremplin d'une opposition radicale connue sous le nom de «Gauche syndicale». La grève générale de janvier 1978, réprimée dans le sang, a été la première confrontation ouverte et de masse entre l'UGTT et la police et l'armée.

L'UGTT a ensuite été périodiquement réprimée et partiellement démantelée. Mais à chaque fois la continuité a été assurée par une résistance clandestine encore plus radicale, et le pouvoir a dû reconnaître à nouveau la centrale syndicale et négocier avec elle.

Après le putsch de Ben Ali, en 1987, de nouvelles relations s'instaurent avec le pouvoir. Des moyens financiers considérables sont mobilisés pour corrompre des cadres syndicaux issus de la Gauche syndicale. Au nom de la priorité de la lutte contre le danger intégriste, certains se rallient à Ben Ali, facilitant l'instauration d'un régime policier qui finit par étouffer toute vie politique et sociale.

La nouvelle orientation officielle de l'UGTT est de passer de la culture revendicative décrite «archaïque», à des relations entre «partenaires sociaux», menant des négociations «constructives».

Une partie croissante de la base syndicale s'implique avec détermination dans le processus révolutionnaire initié en décembre 2010. Alors que le secrétaire général

Abdessaïem Jrad négocie un plan de sauvetage avec Ben Ali puis avec ses successeurs, des unions régionales et des fédérations entières se détachent de la position officielle d'équilibré et de médiateur pour organiser et encadrer les mobilisations. De nombreux syndicalistes sont membres des structures populaires révolutionnaires, initiant les occupations, ainsi que les confrontations avec la police et les milices du régime.

Après la chute du dictateur, le 14 janvier, l'UGTT devient l'interlocuteur le plus crédible et le plus représentatif que doivent prendre en compte toutes les manœuvres de récupération menées par les restes du régime, l'armée, les USA et l'Union européenne.

C'est en grande partie sur l'attitude de l'UGTT que repose aujourd'hui la continuation ou pas de la révolution.

Dominant le «Conseil national de la protection de la révolution», la direction de l'UGTT a permis, jusqu'à maintenant, au gouvernement provisoire de se maintenir en place, au détriment d'une rupture révolutionnaire démocratique et sociale.

Relancer un processus révolutionnaire reposant sur l'auto-organisation des travailleurs, des jeunes, des femmes et de tous les citoyens, passe en partie par une confrontation avec l'appareil de l'UGTT. La révolution n'est pas finie, elle ne fait que commencer. □

1. Le Néo-Destour a été renommé, en 1964, Parti socialiste destourien, puis RCD avec Ben Ali.

© DR / Manifestations de l'UGTT en 2011



Le mouvement de Gafsa en 2008

PAR LA COMMISSION MAGHREB DU NPA

La région de Gafsa, dans le centre de la Tunisie, est une zone d'extraction du phosphate, la principale ressource minière du pays.

À l'origine, un mouvement de protestation à la suite de l'organisation d'un concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). Trop peu de postes sont proposés, les résultats annoncés le 5 janvier sont jugés truqués : la corruption, le copinage, les liens familiaux ou tribaux ont primé sur la compétence des candidats. Pourtant, il faut chercher des causes profondes à ce mouvement, sous un régime où ces comportements sont monnaie courante. Après les restructurations imposées en 1986 par le FMI et la Banque mondiale (plan d'ajustement structurel), le nombre d'ouvriers de la CPG passe de 14 000 dans les années 1980 à 5 300 en 2007. Cette évolution s'explique notamment par une forte mécanisation, accompagnée par l'augmentation du nombre des heures supplémentaires (la semaine de travail est de 48 heures en Tunisie).

D'autre part, les investissements sont dirigés essentiellement vers les régions côtières. Le tourisme y est très juteux, et de plus, ces régions sont le berceau d'une grande partie de l'appareil du RCD. Le clientélisme et le régionalisme sont utilisés à fond par le pouvoir. Le chômage dans le bassin minier est deux à trois fois supérieur au taux national, qui est déjà officiellement autour de 15%. Ceci s'accompagne d'une dégradation importante des services publics et de l'augmentation des produits de base qui aggravent les conditions de vie de la population.

L'enrichissement des hauts cadres de la CPG et des responsables locaux augmente le ressentiment général. En particulier, le secrétaire de l'union régionale de l'UGTT, Amara Abbassi, député RCD et membre du comité central de ce parti, a monté une société de sous-traitance de main-d'œuvre, dont les salariés travaillent dans les mines, avec des salaires encore inférieurs aux « titulaires ». Plus généralement, le climat de mainmise mafieuse du clan Ben Ali sur le pays pèse. La contestation partie de Redeyef, s'étend aux autres villes du bassin minier. Elle

débouche sur la répression, des morts, des blessés et des centaines d'arrestations, suivies de dizaines de procès.

Ce mouvement, très populaire, rassemblant diverses catégories, générations, avec une forte présence des femmes, a eu une durée exceptionnelle : six mois de luttes, alors que la dernière grande lutte, les « émeutes du pain » en 1984, fut très brève.

Dans un pays où l'activité politique et syndicale était très surveillée et réprimée, on assiste au rétablissement de facto du droit de réunion, de manifestation, d'expression. La police, débordée par l'ampleur du mouvement, n'arrive plus à imposer la loi.

Le mouvement, parti spontanément, est rapidement soutenu et encadré par des militants syndicaux et de gauche. La dimension ouvrière marquée de ce conflit empêche le pouvoir d'utiliser le relais des chefs tribaux. D'ailleurs, récemment dans la même région à Mettlaoui, c'est encore Amara Abbassi qui a organisé un « affrontement tribal » dans le but de dévoyer et diviser la révolution.

La limite de ce mouvement, précurseur d'une série de luttes qui s'échelonnent jusqu'à 2010, est qu'il n'arrive pas à

connaître une transcendance politique qui serait certainement la condition à l'extension au reste du pays. La ville de Redeyef semble être le seul contre-exemple, avec la mise en place d'un « comité de négociation », désigné par des assemblées syndicales, et qui joue le rôle de direction du mouvement et d'embryon de contre-pouvoir local.

L'isolement au niveau national s'explique aussi par :

- L'indifférence d'une partie de « l'intelligentsia » de gauche.

- Les tracasseries incessantes du pouvoir contre les organisations qui s'opposent à lui.

- Le rôle de la bureaucratie syndicale qui suspend de leurs mandats les syndicalistes locaux qui participaient à l'organisation de la mobilisation et ouvre ainsi la voie à leur répression par le pouvoir.

Néanmoins, la gauche de l'UGTT, des avocats et des militants des droits de l'homme organisent la solidarité, en liaison avec des associations et centrales syndicales françaises qui envoient à plusieurs reprises des délégations sur place. □

©DR / Vue sur le siège administratif de la Compagnie des phosphates de Gafsa



Entretien avec VINCENT GEISSER*

PROPOS RECUEILLIS PAR AMBRE IVOL
ET FRÉDÉRIC YERMIA (NANTES)

Tu as dit que le départ de Ben Ali est comparable à la chute du Mur de Berlin. Pourquoi une telle analogie ?

Vincent GEISSER : En effet, j'ai utilisé cette image de la révolution tunisienne comme un «Mur de Berlin» qui s'effondrait à l'échelle du monde arabe. Bien sûr, le processus révolutionnaire actuellement à l'œuvre dans les pays arabes n'a rien à voir avec les transformations politiques qui ont affecté les régimes de l'ancien bloc soviétique. J'ai volontairement recouru à une image forte pour m'inscrire en faux contre les experts qui prétendaient que la révolution tunisienne était un épiphénomène.

J'émetts l'hypothèse inverse : la chute de Ben Ali a soulevé une immense espérance démocratique dans le monde arabe, notamment chez les nouvelles générations qui veulent en finir définitivement avec les régimes autoritaires. C'est le début d'un nouveau cycle politique dans la région arabe qui devrait produire des effets en chaîne sur plusieurs mois, voire plusieurs années. De plus, les mêmes experts sécuritaires prédisaient souvent des «révolutions oranges» ou des «révolutions de palais». Or, nous assistons à de véritables révolutions populaires, dont les acteurs centraux sont les jeunes diplômés précarisés des centres urbains ou des régions défavorisées de l'intérieur du pays. Jusqu'à présent, les dictateurs arabes s'étaient accoutumés à des

oppositions élitaires ou des contestations islamistes. Ils n'avaient aucun mal à les réprimer. Face à des protestations populaires qui gagnent l'ensemble du territoire national et touche tous les groupes sociaux, les appareils sécuritaires sont beaucoup moins efficaces et connaissent de nombreuses défections (désertion de policiers et de militaires et scènes de fraternisation entre forces de l'ordre et manifestants). En ce sens, les dictateurs sont devenus des occupants dans leur propre pays.

Pourrais-tu retracer les étapes du mouvement révolutionnaire tunisien ? Quelles en sont les racines, et les tournants ?

De mon point de vue, la révolution tunisienne n'a pas débuté en décembre 2010 mais en 2008 avec la révolte du bassin minier de Gafsa (sud-ouest de la Tunisie). Ce mouvement social qui a mobilisé des milliers de personnes pendant plus d'une année a été le point de départ du processus révolutionnaire. Les caractéristiques sociologiques des acteurs de mouvement préfiguraient largement celles des manifestants de l'hiver 2010-2011, à savoir : ce sont les couches populaires, et non les élites, qui se sont mobilisées contre le «système Ben Ali», n'hésitant pas à vaincre leur peur et à affronter à mains nues les forces de sécurité. Or, face à ce mouvement populaire, le régime autoritaire a été complètement désemparé, d'autant plus que le

mouvement social a reçu rapidement l'appui de syndicalistes de base. C'est précisément cette jonction entre des acteurs protestataires non organisés (diplômés au chômage, petits fonctionnaires, veuves de mineurs, mères au foyer, etc.) et les activistes locaux du syndicat (Union générale des travailleurs tunisiens) qui fait l'originalité de la révolution tunisienne. Nous avons retrouvé le même scénario en 2010-2011 à Sidi Bouzid et à Kasserine (centre-ouest du pays) : au départ, ce sont des diplômés précarisés, des «petites gens» et des familles, non encadrés politiquement, qui ont organisé spontanément des manifestations contre le régime qui, outre les revendications sociales, ont très vite pris une tournure politique «antisystème». Dans un second temps, ils ont été rejoints et appuyés par les sections locales du syndicat UGTT et ses unions régionales qui ont contribué à structurer le mouvement social et à lui donner une portée à la fois nationale et interclassiste. Sans le peuple, le syndicat n'aurait jamais bougé. Et sans le syndicat, le peuple ne serait jamais parvenu à ses fins : la chute du régime dictatorial miné par la corruption. Aujourd'hui encore, les couches populaires et leurs alliés syndicaux et politiques, qui ont été les acteurs centraux de la révolution tunisienne, ne veulent pas s'arrêter en route et laisser le pays entre les mains de technocrates qui se contenteraient de gérer le pays selon la doxa du FMI et de la

Manifestations sur la place du gouvernement lors de la Caravane de la libération suite à la révolution tunisienne / © Rais67



Banque mondiale. C'est tout l'enjeu du débat actuel entre les partisans de la rupture et ceux qui souhaitent un compromis avec les anciens du «système».

Comment caractériser les rapports entre la France et la Tunisie ?

Depuis l'indépendance, la France a toujours soutenu le projet d'un développement autoritaire pour la Tunisie, sous-tendant par là que le peuple tunisien n'a jamais été vraiment mûr pour la démocratie.

Dans le cas de la Tunisie, cette myopie politique des gouvernements français a été renforcée par le mythe d'une Tunisie ouverte, laïque et donnant un véritable statut aux femmes : «la Tunisie du juste milieu» comme aime la vanter la propagande officielle. Bien sûr, ce sont des images souvent contredites par la réalité. La Tunisie n'a jamais été laïque, puisque l'islam est religion de l'État et que les imams et les mosquées sont administrés directement par le gouvernement. Mais le mythe tient bon et nombre de personnalités de gauche, comme de droite, ont cru que la Tunisie de Bourguiba et de Ben Ali constituait une «sorte de nouvelle Andalousie» dans le monde arabe. De plus, le 11 Septembre est passé par là et Ben Ali s'est retrouvé paré d'une nouvelle légitimité contre le terrorisme et l'immigration «clandestine». Il faut ajouter, enfin, l'image de «bon élève du FMI et de la Banque mondiale» qui ont fait de la Tunisie un terrain d'expérimentation des réformes d'inspiration néolibérale.

Tu as travaillé sur les nouvelles formes de discriminations raciales en France (La nouvelle islamophobie, La Découverte, 2003). Crois-tu que la déferlante actuelle de révoltes puisse

aussi faire bouger les lignes quant aux représentations dominantes de l'islam en France ?

Les experts sécuritaires et les politiques européens raisonnent selon un schéma binaire : l'autoritarisme ou l'islamisme. Et bien sûr, ils préfèrent généralement les régimes autoritaires au risque de voir s'installer sur la rive sud de la Méditerranée des «dictatures théocratiques». C'est une vision méprisante à l'égard des peuples arabes, directement héritée de l'orientalisme du XIX^e siècle, comme si les Arabes n'avaient le choix qu'entre le despote éclairé ou le mufti oppresseur. Or, les révolutions en cours dans le monde arabe nous prouvent que ces peuples partagent des aspirations communes avec les nôtres : la liberté d'expression, la citoyenneté, le bien-être social et surtout la dignité. Tous les observateurs ont fini par reconnaître que ces révolutions arabes n'avaient rien «d'islamiques» ou de «fondamentalistes» et encore moins de «théocratiques». Mais à peine la démocratie commence-t-elle à s'installer dans les pays arabes que certains éditorialistes recommencent à brandir le «spectre de l'islamisme». Nos politiques et nos experts semblent hantés par une nouvelle angoisse : et si la démocratie arabe profitait directement aux islamistes ? C'est le sens des déclarations de Nicolas Sarkozy ces derniers jours qui, au lieu de saluer dignement la révolution démocratique dans le monde arabe, a préféré continuer à jouer sur les peurs des Français. Tout se passe, comme si certaines élites françaises et européennes, regrettaient «nos amis les dictateurs arabes» pour les protéger de la contagion islamiste et de l'afflux des clandestins. Ce n'est donc pas les révolutions arabes qui feront changer fondamentalement l'esprit étriqué des conservateurs français qui persistent à voir les «Arabes» avec condes-

condance et mépris. À moins qu'il se produise une révolution en France et en Europe. Mais là, c'est un tout autre sujet.

Peux-tu expliquer pourquoi, sur la base de ton expérience de sociologue, la révolution tunisienne ne t'a pas surpris ?

C'est tout le problème du positionnement du chercheur par rapport à son objet. Pour comprendre une société, il faut s'y investir et éprouver une certaine empathie pour les gens. Si j'ai pu prévoir la révolution tunisienne avec mon équipe du CNRS d'Aix-en-Provence [Institut d'étude et de recherches sur le monde arabe et musulman] et certains de mes collègues comme Sadri Khiari, c'est parce que nous ne nous contentons pas de consulter les rapports officiels ou de nous entretenir avec les personnes autorisées. Nous parlons avec les citoyens ordinaires sur leur vécu et leur ressenti d'humiliation sous la dictature. Nous avons toujours refusé la logique de l'expertise sécuritaire, certes plus rentable économiquement, mais ô combien appauvrissante sur le plan intellectuel. Nous nous sommes engagés en tant que chercheurs, universitaires et aussi en tant que militants pour décrire les dures réalités de la dictature de Ben Ali auprès des publics occidentaux et des Tunisiens qui n'avaient pas toujours accès à l'information pour cause de censure. J'ai souvent été critiqué pour cet engagement considéré comme «contraire» à la logique scientifique. Je ne le regrette pas aujourd'hui. Si la science a pu contribuer très modestement à la chute du dictateur Ben Ali, c'est tant mieux ! □

**coauteur avec Moncef Marzouki de l'ouvrage Dictateurs en sursis. Une voie démocratique pour le monde arabe, paru aux éditions de L'Atelier, 2009.*



La bataille de Madison

Pendant plusieurs semaines de février et de mars 2011, l'État du Wisconsin et sa capitale Madison, au nord des États-Unis, ont été le théâtre de mobilisations d'une ampleur et d'une combativité inédites contre la politique des nouvelles autorités de l'État visant, de façon très claire et directe, à faire payer la crise aux classes populaires en imposant dans le secteur public des coupes salariales drastiques, ainsi qu'en s'attaquant aux droits syndicaux.

Ce grand mouvement ouvrier et populaire, le premier aux États-Unis depuis des années, s'est en outre accompagné de références incessantes aux révolutions dans le monde arabe. On a, par exemple, vu le gouverneur républicain se faire affubler du surnom peu flatteur de « Moubarak », et les manifestants se rallier entre eux au cri (détourné d'une vieille chanson pop proposant de « danser ») de « Fight like an Egyptian », « Lutte comme un Égyptien ».

Il était dès lors naturel, si ce n'est obligatoire, de modifier le dossier États-Unis que nous avons prévu depuis quelques mois de façon à en consacrer l'essentiel à « la bataille de Madison ». Les deux premiers articles, rendant compte du déroulement du mouvement au moment où il était à son sommet, sont empruntés aux camarades suisses qui animent le site À l'Encontre. Celui qui suit présente des éléments de bilan et de perspectives après la fin des mobilisations. Un universitaire de gauche de Madison nous donne également son point de vue sur ces questions. Seul à ne pas traiter du Wisconsin, un dernier article aborde les questions du racisme aujourd'hui aux États-Unis.

WISCONSIN: LA GUERRE CONTRE LES SYNDICATS DU SECTEUR PUBLIC*

Entré en fonctions au début de 2011, le nouveau gouverneur républicain de l'État du Wisconsin a engagé, au nom de la restauration de l'équilibre budgétaire, une offensive d'une ampleur jamais vue contre les travailleurs et les syndicats du secteur public. Mais cette fois, tout aussi inédite a été la riposte des salariés et de la population.

Le 8 janvier 2011, l'hebdomadaire britannique *The Economist* consacrait un dossier de trois pages à la mise au pas des syndicats du secteur public, pour l'ensemble des pays capitalistes développés. En page 20, l'hebdomadaire publiait un graphique indiquant le déclin depuis 1973 du taux de syndicalisation dans le secteur privé aux États-Unis et, en opposition, l'essor de la syndicalisation

dans le secteur public entre 1973 et 1980, puis la légère hausse du taux de syndicalisation, au-delà des fluctuations annuelles. En 2010, le taux de syndicalisation du secteur privé aux États-Unis se situait à hauteur de 6,9%, celui du secteur public à hauteur de 36,2%. Parmi les conclusions, *The Economist* écrivait: « Aux États-Unis, plusieurs gouverneurs républicains montants sont décidés à transformer la bataille

à court terme sur le salaire et les acquis sociaux en une bataille portant sur le pouvoir des syndicats. »

LA DÉCLARATION DE GUERRE DE SCOTT WALKER

Depuis le 15 février 2011, un mouvement massif des travailleurs et des syndicalistes des services publics a pris son essor dans l'État du Wisconsin aux États-Unis. La

maison du gouvernement (Capitole) de la capitale Madison a été occupée par les salariéEs. Pourquoi? Le 7 janvier 2011, le républicain Scott Walker entrainé en fonction après avoir été élu en novembre 2010.

Immédiatement, il fit don au capital de 140 millions de dollars en abaissant les impôts touchant les entreprises, y compris ceux du géant de la distribution Wall-Mart. En même temps, il clamait l'urgence de résoudre «la crise budgétaire». Au nom du combat contre le déficit, il introduisait une loi qui aboutissait à ce que les travailleurs du secteur public paient 5 000 à 7 000 dollars de plus par année pour leur assurance maladie et pour leur retraite. Walker chercha à diviser les salariéEs du secteur public en ne faisant pas porter le poids de cette loi sur les pompiers et la police.

Le projet de Walker allait et va bien au-delà de la politique d'austérité. Il vise à briser la capacité revendicative et la force syndicale des travailleurs du secteur public. Il est possible de résumer en cinq points ce projet :

- 1) réduire les négociations contractuelles à la seule question des salaires ;
- 2) interdire toute grève du secteur public (les grévistes se trouvant placés sous la menace de la Garde nationale) ;
- 3) supprimer tout versement automatique de cotisations aux syndicats ;
- 4) limiter la durée des contrats collectifs à une année maximum ;
- 5) obliger les membres à revoter chaque année pour certifier ou non le pouvoir de négociation du syndicat qui les représente. La perte salariale s'élève à quelque 20%. À cela s'ajoutent des coupes budgétaires dans le domaine de l'éducation et des services publics. Entre autres, des coupes importantes sont prévues dans le Medicaid (assurance maladie pour les personnes à faible revenu) et dans le programme BadgerCare, un programme de soin pour les enfants issus des familles pauvres.

Walker a convoqué immédiatement une session spéciale du Parlement et du Sénat pour faire passer sa loi («loi visant à réparer le budget»). En même temps, il fit parvenir une lettre à tous les travailleurs du secteur public en indiquant que les contrats collectifs prendraient fin le 13 mars et que cela n'était pas négociable.

Pour appréhender la nature de la riposte des salariéEs, il faut avoir à l'esprit la mutation qui s'est opérée dans le salariat et

dans les organisations syndicales à la fin des années 1970. Dès cette époque-là se sont renforcés aux États-Unis des syndicats tels que l'American Federation of Teachers (AFT), la National Education Association (NEA), l'American Federation of State County and Municipal Employees (AFSCME) et l'American Federation of Government Employees (AFGE).

Ces syndicats du secteur public traduisent aussi les mutations du salariat, sa diversification et regroupent donc en leur sein un nombre croissant de femmes, d'Afro-Américains, de Chicanos. On comprend mieux la détermination des républicains et du big business à frapper avec force ce secteur du «mouvement ouvrier» encore actif et apte à résister. Ce que révèle le soulèvement des travailleurs et des travailleuses du secteur public de l'État de Wisconsin.

L'OCCUPATION DU CAPITOLE

Le mouvement d'opposition radicale a commencé dans le secteur étudiant, en particulier les étudiants de l'Université du Wisconsin. Ils revendiquent le droit à une éducation de qualité. Le jour de la Saint-Valentin, le 14 février, quelque 1 000 étudiants ont marché sur le Capitole, la maison gouvernementale.

Le 15 février, la tentative, impulsée entre autres par les médias, de diviser secteur public et secteur privé est mise en échec. Des militantEs des syndicats du privé et du public se sont réunis et ont appelé à une manifestation commune contre la loi que voulait imposer le gouvernement. La jonction s'est faite entre les étudiants et les salariés du secteur public ; des pompiers et des policiers se sont joints à la manifestation, mettant en échec la tactique de division de Walker.

Le mercredi 16 février, la mobilisation réunit près de 20 000 personnes, le jeudi quelque 35 000 et le vendredi 18 février plus de 50 000. Un mot d'ordre : «Kill the bill» («Tuer le projet de loi »).

Quatorze parlementaires démocrates se sont cachés et sont même sortis de l'État du Wisconsin, empêchant le Sénat de se tenir et de voter la loi, car le quorum n'était pas atteint. Le palais gouvernemental et ses environs étaient occupés par 50 000 manifestants le jour où Walker aurait dû faire passer sa loi.

Depuis lors, les manifestations n'ont pas cessé. Le samedi 26 février 2011, 100 000 personnes environ occupent le Capitole et ses environs à Madison. Depuis deux semaines, il est «aux mains» des sa-

lariéEs. Malgré les menaces proférées le dimanche 27 février, il le reste. Lorsque la police a menacé d'intervenir, les pompiers ont annoncé qu'ils occuperaient la nuit le bâtiment avec les étudiants, ce qui rendrait une intervention plus difficile. Le WPPA (The Wisconsin Professional Police Association) a également appelé ses membres, pour la nuit du 25 février 2011, à dormir dans le Capitole.

Un manifestant exprime bien l'esprit de cette mobilisation qui s'est élargie, alors que le gouverneur avait l'intention de faire des salariéEs du secteur public une cible facile, les décrivant comme des «privilegiéEs» : «L'important réside dans un fait que nous avons compris : une fois que des droits sont enlevés à certains, ces droits vont être enlevés à tout le monde.» C'est cette compréhension qui explique la présence dans les manifestations et l'occupation, jour et nuit, du Capitole, de travailleurs des aciéries, de camionneurs, de pilotes des compagnies aériennes, d'électriciens, etc. En outre, les enseignants, qui représentent un secteur combatif du mouvement, ont parfaitement su mettre en relief que les attaques portées contre leur statut n'étaient qu'un fragment d'une offensive plus large contre le système éducatif et donc contre l'avenir des enfants de la majorité des familles de l'État du Wisconsin.

L'occupation du Capitole a fait surgir, de plus, un débat sur la démocratie. D'une part, l'occupation a été très active : des crèches sont organisées, des conférences données, des affiches pleines d'imagination tapissent les murs. L'occupation s'est faite avec des règles concernant aussi bien l'apport de nourriture pour les occupants, les rotations, que le respect du bâtiment (nettoyage, etc.). D'autre part, les débats sur l'avenir du secteur public, sur les conditions de travail, sur les origines du déficit en ont fait un lieu où, comme le disait une enseignante : «Une autre démocratie que celle du Parlement et du Sénat a pris corps ici.»

PRESSION POLICIÈRE ET POLITIQUE DE CONCESSIONS

L'occupation est décisive dans cette phase. Face aux menaces de la police, un représentant démocrate, Brett Hulsey, a poussé les occupants à quitter le bâtiment. Il affirmait : soit vous quittez le bâtiment, soit vous serez arrêtés. Toutefois, la détermination des personnes mobilisées, des

* <http://www.alencontre.org/> Cet article, signé de «la rédaction» du site, est daté du 5 mars.





syndicalistes, des étudiants ne fut pas battue en brèche. Cela d'autant plus qu'au sein même de la direction du Parti républicain une faille est apparue. Dale Chultz, sénateur, a annoncé qu'il rompait avec Scott Walker. Cela a renforcé la mobilisation.

La « guerre de classe unilatérale » menée depuis des années change. À la « guerre de classe d'en haut » répond « une guerre de classe d'en bas ». Autrement dit, des années de politique syndicale de concessions – politique qui constitue la colonne vertébrale de l'orientation des appareils syndicaux – sont mises en question par les syndiqués, par les travailleurs et travailleuses, avec l'appui de la population. Les contre-manifestations organisées par la droite conservatrice, le *Tea Party*, n'ont pas eu un écho significatif, même si certains médias les ont gonflées.

La pression de Scott Walker et de la police s'est faite de plus en plus forte pour « dégager » le bâtiment. La police cherche à empêcher les personnes d'entrer dans le Capitole. La pression policière s'est ac-

centuée le 1^{er} mars, date à laquelle Scott Walker devait exposer devant les instances législatives sa politique d'austérité budgétaire. Il fallait que « le Capitole du peuple » devienne à nouveau le Capitole normal. Malgré la pression policière, quelque 500 à 600 personnes ont refusé de quitter le bâtiment. Parmi ceux qui sont restés, il faut mentionner Mahlon Mitchell, président de l'organisation des pompiers, le Wisconsin Professional Fire Fighters Association. Toutefois, dès le 27 février se révélèrent les hésitations de certains dirigeants des appareils syndicaux.

Les déclarations de dirigeants syndicaux se sont multipliées sur le thème : si notre pouvoir de négociation collective est maintenu, nous sommes prêts à faire des concessions sur les salaires. Cela révèle un processus classique : la défense de la survie de l'appareil, en termes financiers et de représentation formelle, passe avant la défense des syndiqués et de l'ensemble des travailleurs.

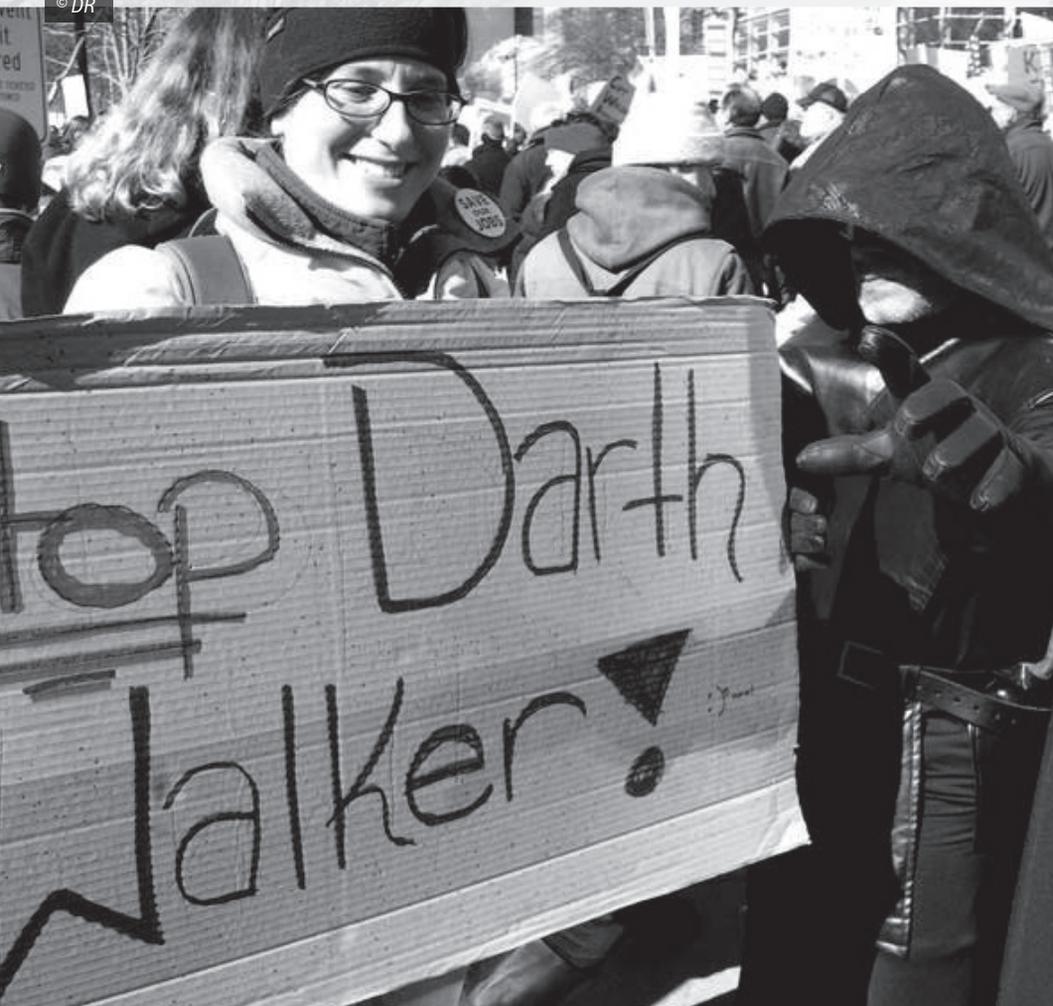
Ces hésitations et ces signaux de retraite sont importants. En effet, la politique d'austérité n'est pas seulement menée par les

républicains. Les attaques contre les droits et les conditions des travailleurs du secteur public sont aussi l'apanage de démocrates comme Andrew Cuomo, dans l'État de New York, de Pat Quinn, dans l'Illinois, de Gerry Brown, en Californie. Certes, il y a une différence entre démocrates et républicains. Les démocrates ne veulent pas s'attaquer brutalement à l'appareil syndical car les syndicats financent les campagnes électorales démocrates et appellent à voter pour eux. Mais la tendance à mettre en question le droit syndical à la négociation collective ne se limite pas au Wisconsin. C'est déjà à l'ordre du jour dans l'État de l'Ohio et dans l'Indiana.

UN TEST POUR TOUT LE MOUVEMENT SYNDICAL DES ÉTATS-UNIS

Le 1^{er} mars, une nouvelle manifestation a eu lieu. Le 3 mars, de même. Et une grande mobilisation était prévue pour le samedi 5 mars. Plus la bataille se prolonge, plus est à l'ordre du jour la question d'une stratégie pour gagner. Scott Walker ne recule pas. Il menace de licencier 1 500 travailleurs et de rendre caducs les contrats collectifs le 13 mars.

La bataille de Madison est donc au centre d'un affrontement de classe aux États-Unis. Des voix s'élèvent pour faire des concessions afin de maintenir la fonction de partenaire des syndicats. Marty Biel, le patron de l'American Federation of State County and Municipal Employees 24, c'est-à-dire du Wisconsin, est prêt à accepter la réduction salariale. Mais Scott Walker ne se satisfait pas de cette concession. Ce qu'il veut, c'est affaiblir structurellement l'organisation syndicale. Le thème central ne porte pas sur l'augmentation de la participation des travailleurs au financement de leur assurance maladie et de leur retraite. Il porte sur le délitement de la capacité d'organisation et de résistance des salariéEs. Ce que Scott Walker a pu toucher du doigt à l'occasion de ces trois semaines de mobilisation. À l'occasion de la grande manifestation du samedi 5 mars, le débat portera entre autres sur la grève générale du secteur public au cas où Walker ferait adopter sa loi. C'est un défi très important. C'est un test pour l'ensemble du mouvement syndical américain. □



WISCONSIN

LA LUTTE À LA CROISÉE DES CHEMINS*

Le samedi 5 mars 2011, quelque 40 000 personnes ont participé à la mobilisation organisée contre la politique d'austérité et antisyndicale à Madison, capitale de l'État du Wisconsin. Cette manifestation n'a pas atteint le chiffre de 100 000 – comme la semaine précédente – mais elle a été organisée dans un délai de trois jours.

Un premier bilan permet d'affirmer qu'après trois semaines de lutte la volonté de faire face à la politique du gouverneur républicain Scott Walker s'exprime encore avec force. Comme au cours des semaines précédentes, le soutien du secteur privé aux salariéEs du secteur public s'est confirmé. L'appui de la population n'a pas faibli, comme celui par des personnalités. Le discours du cinéaste Michael Moore a stimulé les participants. Michael Moore a déclaré : « *Vous avez réveillé un géant qui dormait, les travailleurs et les travailleuses des États-Unis d'Amérique. Votre message anime maintenant les travailleurs dans 50 États.* »

Malgré la mobilisation, Scott Walker n'a pas hésité à présenter son plan d'austérité le 1^{er} mars : un budget, sur deux ans, qui implique des coupes claires dans les domaines de l'éducation et de la santé. De plus, il a répété que si les élus démocrates du Sénat – ils sont absents et ainsi ne permettent pas au Sénat de délibérer, car le quorum n'est pas atteint – font obstacle à l'adoption de la nouvelle loi, quelque 1 500 licenciements seraient prononcés. L'échéance est fixée au 13 mars, date à laquelle les contrats collectifs passés seront déclarés nuls.

La politique de Walker ne jouit pas d'un soutien populaire, malgré les campagnes des médias. Ainsi, une enquête d'un organisme conservateur (Rasmussen) indique que six citoyens sur dix de l'État du Wisconsin ne sont pas d'accord avec les choix du gouverneur et cinq sur dix y sont fortement opposés.

La preuve de cette situation politique a été fournie par l'échec de la mobilisation des pro-Walker, le 6 mars. L'appui des frères Koch (milliardaires du secteur du pétrole, entre autres) – qui financent un organisme du nom

Americans for Prosperity – n'a pas permis de réunir plus de 200 personnes ! La contre-manifestation des syndicalistes, ce dimanche 6 mars, comptait plus de 1 000 personnes. Dans ce contexte s'ouvre une phase politique de négociations. Walker a pris contact avec des élus démocrates qui sont dans l'Illinois (afin d'échapper à l'obligation de siéger au Sénat et de permettre ainsi que le quorum soit atteint). Les résultats sont, pour l'instant, nuls. Mais le dénouement va dépendre avant tout de la capacité de mobilisation syndicale et non pas des manœuvres des politiques.

Or, les enseignants ont repris le travail. Ils forment le « noyau dur » des « contestataires ». Les appareils syndicaux, eux, tendent à accepter une sorte d'échange : faire des concessions au plan salarial (paiement pour l'assurance-maladie et le fonds de pension) contre le maintien de la reconnaissance du syndicat comme partie contractuelle. Or, une fraction très importante des salariéEs mobiliséEs veulent battre la loi de Scott Walker sur les deux terrains : les droits syndicaux et la question des salaires comme des coupes budgétaires. À cela s'ajoute l'opposition très active des étudiants contre la privatisation de l'Université du Wisconsin. L'opposition à l'orientation syndicale – « faire des concessions pour éviter le pire » – est donc forte. Mais elle doit trouver une voie qui permette de mettre en échec les choix des appareils syndicaux nationaux et la politique de Walker. Une tâche difficile.

Il est d'ailleurs significatif que la mobilisation du 5 mars 2011 ne s'est pas concentrée sur le palais gouvernemental : le Capitole. Des dirigeants des appareils nationaux ont refusé une mobilisation unitaire – entre autres avec le courant qui s'oppose frontalement à la politique d'austérité –

craignant qu'une mobilisation unitaire permette à ceux qui défendent l'idée d'une grève générale de prendre la parole. Ainsi, le 5 mars, il y a eu deux manifestations. Et Michael Moore n'a pas pu parler à la manifestation contrôlée par les appareils syndicaux nationaux.

Des dirigeants syndicaux et des démocrates veulent canaliser le mouvement dans une campagne de signatures qui mette en question le résultat du vote qui permit à Scott Walker de devenir gouverneur. Une tactique qui prendra des mois et qui démobilisera le mouvement des salariéEs.

À l'opposé, le secteur le plus combatif met l'accent sur l'importance d'actions sur le lieu de travail, sur l'élargissement de la mobilisation. Cela est d'autant plus réaliste que des secteurs sociaux – qualifiés de « classes moyennes » – sont aujourd'hui directement frappés et sont prêts à l'action directe. Ce qui a été démontré dans la santé et le secteur de l'éducation.

Le débat sur une grève générale dans l'enseignement a commencé le 6 mars. Le 12 mars est une nouvelle échéance. David Poklinkoski, président de l'International Brotherhood of Electrical Workers (IBEW) affirmait, le 5 mars : « *La droite patronale a sous-estimé la réaction des travailleurs et travailleuses du Wisconsin. Maintenant, nous devons élargir la mobilisation afin de riposter à leurs attaques.* » □

* <http://www.alencontre.org/> Cet article, signé de « la rédaction » du site, est daté du 7 mars 2011.

VIRGINIA DE LA SIEGA

VERS D'AUTRES « BATAILLES DE MADISON » ?

Selon certains analystes bourgeois de premier plan, la « bataille de Madison » bien qu'apparemment perdue¹ par les travailleurs, pourrait être le signe annonciateur d'un mouvement beaucoup plus large de résistance face aux conséquences de la crise capitaliste. Ce qui changerait alors bien des choses, aux États-Unis et ailleurs.

Sans doute le gouverneur Scott Walker pensait-il que le combat des travailleurs du Wisconsin en défense de leurs droits syndicaux avait pris fin le 9 mars, quand il avait réussi à faire passer sa loi grâce à une manœuvre procédurale. Pour lever le blocage imposé par les quatorze sénateurs démocrates qui avaient quitté le territoire de l'État, le projet de loi budgétaire a été subrepticement scindé en deux. La partie strictement financière, dont la mise au vote nécessite la présence des deux partis, a été mise de côté, ce qui a permis aux républicains de faire approuver la loi qui interdit les négociations collectives dans le secteur public et modifie le mode de collecte des cotisations syndicales. Comme l'a signalé le maire de Madison, David Cieslewicz : « *il ne s'est jamais agi d'équilibrer le budget. Il s'agit de casser les syndicats. Avoir fait passer cette loi au milieu de la nuit, sans avertissement, est un véritable scandale.* »² S'il restait un doute quelconque quant à la nature de cette loi, il aura été levé par l'empressement avec lequel Scott Walker l'a promulguée.

Les choses pourraient cependant ne pas être aussi simples. Le 13 mars, au lendemain de l'énorme manifestation ayant accueilli les quatorze sénateurs démocrates qui, en s'exilant dans l'Illinois, avaient pour un temps bloqué l'adoption de la loi, l'économiste démocrate et prix Nobel, Paul Krugman, affirmait : « *La grande question qui se pose à propos du Wisconsin est de savoir si la controverse va simplement s'éteindre ou si elle va servir de cri de ralliement sur toute une période. Si les foules d'hier nous donnent quelque indication, ce serait celle que cette affaire est loin d'être terminée.* »³ Il n'est pas le seul à afficher de tels doutes. Dans son numéro du 12 mars, la revue néolibérale de référence *The Economist*, tout en se demandant si le gouverneur Walker n'était pas allé trop loin, considérait que « *l'on assiste peut-être au début d'un retour de bâton après les*

attaques républicaines ». Il y a des raisons de le croire. Selon les estimations de la police, 100 000 personnes se sont rassemblées le 12 mars à Madison. Il semble évident que si les travailleurs ont encaissé un coup, ils gardent des réserves de combativité.

La solidarité de classe qui a accompagné les travailleurs du Wisconsin pendant leurs trois semaines de lutte était toujours présente dans la manifestation du 12 mars. Des syndicalistes du secteur privé défilaient aux côtés des salariés de l'État du Wisconsin. Les pompiers⁴, les employés des municipalités et des comtés, les infirmières, les enseignants et les travailleurs de l'université avaient été rejoints par des camionneurs, des électriciens, des employés et beaucoup d'autres salariés de Madison et d'autres villes de l'État. Plus de 50 agriculteurs, membres du Syndicat des fermiers du Wisconsin et des Défenseurs de l'agriculture familiale, entouraient le Capitole avec leurs tracteurs. L'actrice Susan Sarandon résumait l'état d'esprit de la multitude en disant : « *Ceci est plus qu'une manifestation. Ceci est un mouvement [...] La Constitution ne garantit pas le droit des travailleurs à former des syndicats, à pouvoir travailler dans des conditions de sécurité, ou à travailler moins de douze heures par jour. Tout cela, ce sont les travailleurs qui l'ont gagné par leur lutte : en faisant grève, en défiant la loi, en défiant les tribunaux et en s'appuyant les uns sur les autres.* »⁵

DEUX POLITIQUES DANS LE CONFLIT

Il est impossible de prédire les répercussions exactes de la « bataille de Madison », combien de temps la contestation perdurera et comment toute cette énergie sera canalisée. D'autant que deux politiques ont été développées dans ce conflit. D'un côté, les syndicalistes de base voulaient lutter jusqu'au bout. De l'autre, les démocrates et les dirigeants syndicaux ont tenté de convaincre les travailleurs de circonscrire

la lutte à la défense des droits syndicaux collectifs et de faire toutes les concessions nécessaires sur les salaires, les retraites ou la sécurité sociale.

L'adoption de la loi a renforcé l'option consistant à canaliser le combat dans les institutions de la démocratie bourgeoise. Les démocrates et les dirigeants syndicaux ont promis d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour introduire des amendements bloquant l'application de la loi. Un recours en justice a déjà été formulé contre la façon dont la loi a été adoptée, et les démocrates ont embarqué des syndicalistes dans une campagne de signatures pour obtenir des élections révocatoires qui permettraient d'évincer le gouverneur et certains représentants (députés).

L'objectif est clairement de détourner l'énergie populaire vers une action qui prendra des mois voire des années et dont le seul résultat serait d'élire des démocrates à la place de républicains, un changement n'offrant aucune garantie que les mesures d'austérité seront abrogées et le droit à la négociation collective restauré. Ainsi que de nombreux militants l'ont déjà signalé, en Californie, à New York et dans l'Illinois, ce sont des gouverneurs et législateurs démocrates qui ont été à l'initiative des coupes claires opérées dans les salaires et les droits sociaux du secteur public. Quant au droit à la négociation collective dans le secteur public, il a commencé à être remis en cause en 2002, au point que seuls 26 États sur 50 le reconnaissent aujourd'hui⁶. Et Obama lui-même a déclaré vouloir un gel de trois ans pour les employés de l'État fédéral à l'exception des militaires et des personnels des agences de sécurité nationale.

1. Les résultats définitifs sont encore indécis même du point de vue de la législation imposée par les nouvelles autorités républicaines. En témoigne le fait que, le 17 mars, un juge de Madison a suspendu l'application des dispositions antisyndicales.
2. <http://www.progressive.org/rc030911.html>
3. New York Times, 13/03/2011.

Mais les salariés se mettent maintenant en mouvement. C'est en 2005 que le gouverneur républicain de l'Indiana, Mitch Daniels, avait aboli par décret le droit à la négociation collective. Or le 10 mars dernier, 10 000 travailleurs, retraités, étudiants et enseignants se sont rassemblés à Indianapolis (capitale de l'État d'Indiana) pour dire qu'ils ne voulaient pas que leur État devienne l'Arizona du Midwest. Les manifestants s'opposaient à plusieurs projets de loi. L'un d'entre eux ajouterait de nouvelles restrictions au droit de négociation collective. Un autre ouvrirait la voie au financement public des écoles privées. Le troisième déboucherait sur une législation anti-immigrés similaire à celle de l'Arizona. Le quatrième, enfin, interdirait tout financement fédéral de l'organisation Planned Parenthood⁷.

Cette manifestation s'est tenue le lendemain de l'adoption de la législation anti-syndicale dans le Wisconsin. Il est notable qu'au lieu de démobiliser les manifestants, cet événement a paru les encourager. «*Le problème est plus global que celui des différents projets de loi*», a dit l'un des participants, «*cela concerne la démocratie et une prise de contrôle de notre gouvernement par les grandes entreprises.*»⁸

À en juger par les interventions relevées dans les assemblées, ainsi que par les textes de plusieurs syndicats et organisations de base, il apparaît évident que, même s'il y a eu une défaite, les travailleurs ont tiré des leçons profitables de la bataille de Madison. Comme l'affirme le blog de National Nurses United (association nationale des infirmières) : «*Il y a deux grands enseignements à tirer des héroïques protestations conduites par les travailleurs dans le Wisconsin. Premièrement, les travailleurs – avec nos nombreux alliés, les étudiants, les retraités, les organisations de femmes, et bien d'autres – sont enthousiastes et disposés à lutter. Deuxièmement [...] les travailleurs n'ont pas créé la récession ou la crise budgétaire à laquelle les gouvernements fédéral, des États et locaux sont confrontés, et il n'y a plus de concessions qui vaillent.*»⁹

LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE DIRECTION

Mais un secteur du mouvement pourrait également tirer une troisième conclusion. Pendant plusieurs semaines, le mot d'ordre de «grève générale» a été dans tous les esprits. La South Central Federation of Labour, une organisation qui regroupe 97 syndicats du



© DR

secteur public dans le Wisconsin, avait voté le principe d'une grève générale si la législation antisyndicale était adoptée et promulguée. Son secrétaire général avait cependant déclaré que ses dirigeants n'en étudiaient pas sérieusement la possibilité...

Il est clair que le mouvement qui s'est déroulé dans le Wisconsin n'a pas été capable de faire émerger une direction ouvrière indépendante. C'est la raison pour laquelle, jusqu'à présent, il a été si facile aux démocrates et aux dirigeants syndicaux de faire dévier la combativité des travailleurs vers la perspective d'élections révocatoires.

Les travailleurs du Wisconsin ont accompli quelque chose d'extraordinaire. Ils ont remis la lutte de classe à l'ordre du jour au cœur même du système capitaliste mondial. Vu l'ampleur de la crise économique globale, les travailleurs américains ne vont pas cesser de subir de nouveaux assauts de la bourgeoisie visant à leur faire payer sa propre crise. La question est de savoir – comme se le demandent aussi bien Krugman que *The Economist* – si après cette défaite les travailleurs vont se replier et abandonner la lutte, ou bien si le combat va se poursuivre dans d'autres États. Les événements dans le Wisconsin et l'Indiana

pourraient bien signifier que les travailleurs américains n'ont fait qu'exercer leurs muscles, avant de prendre toute leur place dans la lutte pour refuser de payer la facture de la crise capitaliste. Si tel était le cas, ce serait une excellente nouvelle. □

4. Les pompiers sont une des catégories du secteur public à n'avoir pas perdu ses droits à la négociation collective.

5. *Socialist Worker*, 14 mars 2011 (<http://www.socialistworker.org>).

6. <http://www.channel3000.com/politics/26070502/detail.html>

7. Planned Parenthood, l'un des principaux regroupements de planification familiale aux États-Unis, joue notamment un rôle important dans la défense du droit à l'avortement. Un tiers de son financement provient du gouvernement fédéral.

8. *Socialist Worker*, 14 mars 2011.

9. <http://www.nationalnursesunited.org/blog/entry/just-say-no-no-more-cuts-for-workers/>

LE MOUVEMENT VU DE L'INTÉRIEUR

ENTRETIEN AVEC PAUL BUHLE

PROPOS RECUEILLIS PAR AMBRE IVOL

*Professeur émérite de l'Université de Brown, membre de la nouvelle gauche (SDS, Students for a Democratic Society) dans les années 1960 et 1970, spécialiste de l'histoire du marxisme américain, Paul Buhle travaille actuellement à l'édition de divers épisodes de l'histoire sociale américaine en version bande dessinée. Il vit dans le Wisconsin et a été partie prenante du mouvement de mobilisation contre le gouverneur républicain de l'État, Scott Walker.**

Comment le mouvement du Wisconsin s'est-il développé ?

La soudaineté de ce mouvement social a pris tout le monde par surprise. À la mi-février, alors que le Sénat de l'État se préparait à voter le projet de loi «*de réparation budgétaire*» proposée par le gouverneur, loi mettant fin aux dispositifs de négociation collective existant depuis 1959 (lorsque le Wisconsin est devenu le premier État à passer ce type d'accords avec les syndicats du secteur public), les quatorze sénateurs démocrates sont partis au-delà des frontières de l'État. Le 17 février, des lycéens de Stockton, une petite ville proche de Madison, faisant partie historiquement de la communauté norvégienne-américaine (avec son propre accent «régional»), se sont mobilisés en soutien à leurs professeurs. Le lendemain, les enseignants du comté et au-delà ont «pris des vacances», les écoles ont été fermées et des manifestations de masse ont commencé autour du Capitole de l'État.

Est-ce que des éléments de tradition historique contribuent à expliquer ce mouvement ?

Un journaliste local, John Nicols, a remarqué avec justesse que les manifestations et les activités qui leur sont associées (telles qu'on peut les voir facilement sur Youtube ou sur le site *firedoglake*) sont profondément enracinées dans les traditions du Wisconsin. Robert M. La Follette, qui a été gouverneur, sénateur et candidat à la présidence à plusieurs reprises au début du XX^e siècle, reste la figure politique la plus célèbre du Wisconsin. Il avait pris la tête de «l'Idée du Wisconsin», un programme de gouvernement défendant des services publics efficaces et humains, opposé à la guerre et au contrôle de la vie économique et sociale par les banquiers et les plus riches. La Follette a été candidat à la présidence en 1924 sur le ticket du Parti pro-

gressiste, et ce parti est resté très important au niveau de l'État jusqu'en 1940.

Au cours des 70 dernières années, particulièrement les 30 dernières, et malgré le développement ambigu, au niveau national, de certains «droits» aux allocations sociales, beaucoup des conquêtes des progressistes

ont été annulées. Lorsque la foule amassée autour du Capitole scandait «Nous sommes le Wisconsin» ou bien «À qui est cette Maison? Elle est à nous!», c'est une façon d'insister sur nos droits et notre héritage historique en tant que citoyens du Wisconsin.

Comment les réseaux de soutien à la mobilisation se sont-ils organisés? Et comment a-t-on fait pour rechercher la solidarité au-delà des frontières de l'État ?

C'est l'un des aspects les plus remarquables de cette lutte. En partie, cela s'explique par des conditions spécifiques à Madison : siège à la fois de la plus grande université de l'État (qui, jusqu'à il y a peu, était dotée d'un financement public faisant que les étudiants du Wisconsin pouvaient y accéder assez facilement) et du Parlement de



l'État; ville marquée par une sous-culture radicale notoire, avec de nombreuses coopératives, des comités de soutien aux mouvements de libération dans le monde, une ambiance tolérante et bohème avec des bars et restaurants qui sympathisent avec les causes de gauche.

Même la police, mais plus encore les pompiers, ont été connus comme partageant cette ambiance de tolérance, une fierté de la diversité, une envie de soutenir les revendications des enseignants, des travailleurs sociaux et d'autres qui, souvent, sont leurs femmes, maris, voisins ou parents.

Des syndicalistes de nombreux secteurs, souvent loin de Madison, et qui sont eux-mêmes confrontés à des situations difficiles, ont répondu avec enthousiasme. Des syndicats ont fait venir leurs membres, par-delà les kilomètres, par centaines et parfois par milliers, afin de manifester leur solidarité. Il n'a fallu que peu de travail d'«organisation», plutôt une assistance logistique pour les voyages et les séjours.

Des personnalités de premier plan comme Michael Moore ont fait l'effort de venir et

ont été naturellement bienvenues. Dennis Kucinich [élu de l'Ohio, dirigeant de la gauche du Parti démocrate] doit prendre la parole ici prochainement.

Au-delà du sentiment immédiat de solidarité, il y a des intérêts communs ?

Les nouveaux gouverneurs républicains de plusieurs États ont pour projet commun de se débarrasser des syndicats du secteur public. Les résistances dans un État, quel qu'il soit, encourage les résistances dans d'autres États.

Mais le plus remarquable, ce sont les connexions globales, soit à travers des contacts réels, soit par la valeur de l'exemple. Les manifestations du Caire ont sans aucun doute inspiré les gens ici. Beaucoup de signes ont illustré ce lien, en général de façon humoristique; on pouvait par exemple lire des inscriptions disant, à la manière du football, «Égypte 1, Wisconsin 0». L'université du Wisconsin est connue pour son accueil de nombreux étudiants étrangers, dont la plupart retournent dans leur pays une fois leur diplôme

obtenu. Il n'a donc pas été si surprenant de voir des banderoles de solidarité jusque dans les manifestations du Caire.

On sait bien que la crise de l'État, provoquée par la mauvaise gestion de l'économie, et la volonté des puissants de réduire la dette en frappant les syndicats et les pauvres, sont universelles. Non seulement les gens éduqués mais les plombiers ou les peintres sont ici conscients de ce lien.

Les États-Unis ont souvent été vus comme une société d'où la gauche est absente, et il y a des zones du pays (principalement dans le Sud) où les conservateurs ont presque toujours réussi à marginaliser les mouvements progressistes. Mais Milwaukee, la plus grande ville du Wisconsin, a eu des maires socialistes pendant cinquante ans et l'on sait bien que ce sont des gens de gauche qui ont créé les syndicats de l'industrie, organisé le soutien aux mouvements des droits civiques (notamment ceux des Latinos, des Indiens Américains, etc.) ou construit le mouvement contre la guerre du Vietnam. À Madison, il y a des milliers de gens qui se disent «socialistes» sans appartenir à aucune organisation ou soutenir aucun programme particulier. C'est inhabituel aux États-Unis, mais l'état d'esprit qui prévaut parmi les enseignants et les travailleurs sociaux qui sont syndiqués rentre tout à fait dans le cadre de l'idée socialisante (telle qu'elle existe dans d'autres pays) selon laquelle la première chose à faire pour changer la société est de protéger l'État social.

Le sentiment omniprésent de solidarité est sans aucun doute l'élément le plus important ici, et la clé de la continuité avec les mouvements syndicaux et des droits civiques des générations socialisantes qui ont précédé. Le Parti démocrate agit parce qu'on agit sur lui; et cependant, certains de ses acteurs agissent par eux-mêmes, parfois courageusement. Dans quelle direction et jusqu'où il ira reste à voir. Nous ne savons pas. La déception envers le président Obama et le sentiment qu'il faut faire autre chose sont très vifs chez des démocrates comme chez les gens de gauche. □



* Paul Buhle sera à Nantes le 22 avril et à Paris les 26 et 27 avril. Il interviendra sur l'histoire de la gauche américaine et apportera son témoignage au sujet du mouvement du Wisconsin. Pour toute information supplémentaire, contacter ambre.ivol@univ-nantes.fr

Mon auteur politique favori, C. L. R. James (1901-1989), le dernier grand panafricaniste mais aussi un historien des sports, un romancier et un marxiste créatif, avait l'habitude de dire aux marxistes et aux radicaux des années 1960 et 1970 qu'ils devraient arrêter un peu d'utiliser leur langue (ou leur stylo) pour regarder le mouvement social se développant autour d'eux. Qu'est-ce que les gens du peuple font, disent, crient, pensent, qu'y a-t-il d'écrit sur les pancartes qu'ils portent, qu'avons-nous à apprendre d'eux? Le savoir que nous, radicaux, devons acquérir, ne peut résulter que d'une réorganisation de nos propres visions tactiques et stratégiques.

C'était un avertissement utile, et c'est en l'ayant à l'esprit que je voudrais proposer quelques observations à propos des manifestations qui se déroulent autour de moi depuis près de quatre semaines. Observateurs de l'extérieur (ceci est le mouvement le plus documenté de l'histoire, ou peu s'en faut) comme militants et camarades de lutte, s'il vous plaît, réfléchissons à ce qui est nouveau.

Premièrement, la Wisconsin-nité. C'est maintenant devenu assez connu, mais il ne faut pas non plus en exagérer l'importance. Que signifie le fait que nous scandions de façon si obsédante «*Nous sommes le Wisconsin*» ou bien, en pressant la police de nous laisser entrer dans le Capitole, «*À qui est cette Maison, elle est à nous*»? C'est-à-dire la maison de Robert LaFollette, notre héros progressiste, anti-Wall Street, anti-impérialiste et notablement non-membre du Parti démocrate?

Mais on scandait aussi «*Nous sommes les rebelles kurdes*» ou encore «*Les buveurs de bière pour la démocratie*» (je signe avec enthousiasme). Et ainsi de suite, dans la nuit, le lendemain et le jour d'après, avec les costumes les plus plaisants (vaches, sorcières), toutes sortes de musiques (de la polka aux sons cajuns sans oublier les trombones, trompettes, accordéons et exercices de batterie sur une variété d'objets), de chansons folk ou drôles, et tant de bonne humeur que les mots ne peuvent pas rendre compte des rires et du plaisir que nous, les 10 000 à 100 000, avons à être ensemble.

Deuxièmement, la solidarité de nombreux secteurs de la police et des services des shérifs des comtés, les «*Flics pour le travail*» ayant été parmi les plus applaudis avec les pompiers – des gens en uniforme à nos côtés et nous encourageant à aller de l'avant. Troisièmement, l'enthousiasme, apparem-

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR MADISON ET LE WISCONSIN

PAUL BUHLE



ment ou principalement spontané, qui s'est étendu dans des États proches ou lointains, principalement parmi des syndicalistes (de façon parfois disproportionnée, venant de Chicago) mais aussi des étudiants, les premiers venant se joindre à nous, les seconds allant manifester là où ils sont.

Quatrièmement, le Tweet des masses, la communication instantanée qui s'est développée pendant tout le processus, re-

liant entre eux des milliers de manifestants actifs, les encourageant à mettre en place de nouvelles actions et de nouvelles tactiques. Et enfin, à ce jour, l'énorme ambivalence des démocrates. Il faudrait se rappeler, d'une part, que lors de la session parlementaire de décembre, des dirigeants démocrates se sont opposés avec succès à l'extension des contrats des salariés de l'État, afin de ne pas «*lier les mains*» du nouveau gouverneur, d'autre part, qu'en janvier de nombreux démocrates ont approuvé de façon enthousiaste les baisses d'impôts des grandes entreprises voulues par le nouveau gouverneur, juste avant qu'il ne dépose sa bombe. Et pourtant les quatorze ont bravement franchi les frontières de l'État et ainsi donné le signal de départ de près de quatre semaines de manifestations. Des milliers, des dizaines de milliers de démocrates locaux sont avec nous. Certains d'entre eux sont des responsables locaux et des parlementaires de l'État. Dans quelle mesure sont-ils vraiment avec nous, et peuvent-ils s'écarter? Ces questions sont en train d'être testées dans la pratique.

Conclusion (j'offre ici mes propres spéculations): la mobilisation au niveau de l'État inclut à la fois les activités pour des élections révocatoires et les mobilisations combatives à chaque apparition publique de Walker, à la fois une action de type électoral et des appels syndicaux à des grèves et peut-être à une grève générale (ou ce slogan est-il une provocation délibérée?) Il ne sert à rien de dire qu'une tactique serait bonne et l'autre mauvaise. Toutes seront mises à l'essai. Nous sommes maintenant un mouvement trop grand pour les démocrates, même si nous nous opposons aux républicains. Nous créerons notre propre voie et nos propres méthodes, tout comme nous avons créé nos propres symboles. □

OBAMA FACE AU RACISME

PAR SIMON MARCEAU



© Loïc B / Réactionnaires manifestant contre Obama

Malgré les grandes phrases de période électorale, la société « postraciale » n'a jamais été en jeu en 2008. L'élection d'un président noir dans un pays marqué par l'esclavage et la ségrégation ne pouvait qu'être saluée par les antiracistes et toutes les minorités discriminées. Mais le premier président noir a aussi été élu pour sauver une politique en faveur des riches et de l'impérialisme, et faire payer la crise aux salariéEs et au peuple – les premiers concernés étant, comme souvent, les noirs et les immigrés. Différents courants d'extrême droite sont à l'offensive, manipulant le racisme que la situation sociale très dure favorise déjà. La politique des plus « modérés » dans les partis de gouvernement n'apporte rien de vraiment positif, malgré la confiance persistante des noirs et d'autres minorités en Obama.

UN LOURD PASSÉ

La société américaine s'est construite sur l'exclusion des populations indigènes, le recours massif à des esclaves d'Afrique, puis

la ségrégation et la violence confisquant les droits de leurs descendants. L'immigration de masse d'Europe, d'Asie ou d'Amérique latine est confrontée à la xénophobie et à l'injustice. Toutes ces divisions ont durablement affaibli le mouvement ouvrier, qui a longtemps refusé d'organiser tous les salariés sans distinction, et les expériences menées pour le faire ont été difficiles. Les syndicats n'ont que très récemment cessé de s'opposer à la libre circulation des personnes et de stigmatiser les sans-papiers. La fin de « l'apartheid » du sud des USA n'est pas beaucoup plus ancienne (années 1950 et 1960, dernier grand cycle de mobilisations de masse dans le pays, avec entre autres le mouvement contre la guerre du Vietnam). Les avancées de l'époque sont historiques et inachevées. Le reflux commence avec la grande offensive internationale de la bourgeoisie contre tous les droits sociaux (depuis la fin des années 1970). Aux points de rencontre entre oppression de classe et de race, une forme de ségrégation persiste de fait (quartiers, emplois, chômage, délit de faciès, criminalisation et emprisonnement de masse des noirs...).

Dans les années 2000, les immigrés sont de plus en plus visés par le racisme et la criminalisation. Après le 11 septembre c'est le cas des musulmans, des immigrés arabes et du Moyen-Orient. La droite radicale qui se renforce sous Bush s'en prend aux sans-papiers et aux latinos en général (immigrés économiques les plus nombreux). Le racisme le plus ancien, contre les noirs ou les indigènes, passe presque au second plan. Mais la crise et l'élection d'Obama transforment encore la situation.

CHAMP LIBRE POUR LES RÉACTIONNAIRES ?

La droite et l'extrême-droite (politiciens, chroniqueurs célèbres) redoublent de virulence, à la retombée des illusions électorales. La xénophobie reste forte. Les mobilisations impressionnantes des immigrés, en 2006, ont ralenti la répression, mais elle s'est réorganisée. Les mesures prises en Arizona et imitées ailleurs, à partir de 2010, donnent une légitimité nouvelle au délit de faciès et s'attaquent aux quelques droits



© Wikimedia commons / Tea Party, Pennsylvanie



qui restent à des millions de sans-papiers surexploités. L'islamophobie apparaît dans l'opposition au projet de mosquée de Manhattan, ou le grand débat sur l'islam et le «problème du terrorisme intérieur» organisé au Congrès fédéral.

Mais le racisme se renforce aussi contre les noirs. Les incidents violents se succèdent et impliquent souvent la police. Une grève historique dans les prisons de Géorgie, impliquant beaucoup de minorités ethnoraciales, est durement réprimée sans écho médiatique. Le renouveau du racisme anti-noirs mêlé d'islamophobie s'exprime aussi contre Obama dès avant l'élection: on le compare à Saddam Hussein pour son deuxième prénom (et implicitement, sa couleur de peau), on le soupçonne d'être musulman (horreur!), on prétend qu'il n'est pas né aux États-Unis et ne peut être président. Ses collaborateurs ou certains élus noirs célèbres sont la cible de polémiques et d'insultes. De grandes associations dénoncent les discriminations et subissent des attaques diffamatoires (ACORN, NAACP).

Avec l'approfondissement de la crise, le mouvement ultra-conservateur «Tea Party» se construit à partir de ce racisme, pour rassembler le plus largement possible sur des bases anti-ouvrières. Il critique l'intervention de l'État, alors que les deux partis l'utilisent au profit des entreprises. Mais le mouvement ne l'empêche pas vraiment: il rend surtout plus difficile toute autre intervention politique, et défend les exonérations d'impôts pour les riches. En faisant pencher à droite la colère liée à la crise et aux cadeaux aux entreprises, en la liant à tous les grands thèmes réactionnaires (racisme, sexisme, homophobie, opposition à ce qui reste des syndicats et des services publics), il sème

la confusion et brouille toute perspective égalitaire. Un exemple typique est son opposition, prétendant au nom de l'égalité, à la discrimination positive intégrée à l'appareil d'État. La montée en puissance progressive du mouvement éclate d'ailleurs à la date anniversaire de la grande «marche sur Washington» menée par Martin Luther King: plus de 100 000 manifestants se rassemblent en 2010 autour du chroniqueur Glenn Beck et de Sarah Palin, candidate républicaine à la vice-présidence en 2008.

Pour promouvoir leurs mots d'ordre ultra-réactionnaires, ils ont besoin de faire passer Obama pour ce qu'il n'est pas: un «socialiste» redistribuant la richesse, un «nazi» préparant des plans d'euthanasie (alors que ce sont les cadeaux au secteur privé qui menacent la santé et la vie des gens), un «raciste» prônant la haine et l'esclavage des blancs. Toute cette agitation vise à discréditer le président, mais elle consolide aussi un statu quo politique souhaité par ses principaux soutiens, les riches. On l'accuse d'une agressivité qu'il n'a pas, pour détruire les perspectives égalitaires qu'il n'a jamais portées, et mobiliser les pauvres blancs en renfort de la bourgeoisie. Et la violence n'est pas seulement verbale: des attentats sont même commis en marge de cette mouvance, contre une élue démocrate dans l'Arizona, ou une manifestation antiraciste.

FACE À LA CRISE ET CONTRE LE RACISME: UNITÉ DANS LA LUTTE

Le manque de réponses combatives face au racisme est inquiétant. Heureusement, les années 2000 ont tout de même connu des manifestations de masse, contre la guerre ou pour les droits des immigrés. Les dernières mobilisations pour les droits syndicaux et sociaux (dans le Wisconsin et ailleurs) ont aussi commencé à relever le défi du «Tea Party» et des héritiers de Reagan et de Bush. Il faudra qu'elles se renforcent encore pour bousculer la démobilitation ambiante. Le terrain politique est occupé par les attaques d'une droite anti-sociale et raciste, qui a le champ libre face aux «modérés» opportunistes. Obama n'a rien changé à cela, la bourgeoisie poursuit sa politique grâce à lui. Ce n'est qu'en s'unissant dans la lutte que les salariéEs et toutes les minorités éviteront de payer la crise, arracheront de nouveaux droits et pourront poser la question d'une grande force politique de combat. □

LE PARTI SOCIALISTE

de Léon Blum à Strauss-Kahn

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

La possibilité que le PS soit représenté à l'élection présidentielle par le directeur général du FMI, institution phare du capital financier international, haïe par les peuples pour les plans d'austérité et de misère qu'elle impose partout dans le monde, choque de nombreux militants à gauche, y compris au sein ou autour du Parti socialiste. Mais est-ce davantage qu'un symptôme, autre chose qu'une conséquence ou expression de ce que ce parti est devenu ? Au moment où son prochain retour aux affaires apparaît comme une perspective probable, il est utile de se poser la question.

Une réponse, tendant à nier que le PS a traversé un processus de changement véritablement qualitatif, insistera sur le fait que ni l'intégration à l'État bourgeois et à ses sommets ni les trahisons et même les crimes contre les luttes et les révolutions ne sont choses nouvelles. C'est le gouvernement des socialistes Ebert et Scheidemann qui a fait assassiner Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, c'est le socialiste Jules Moch qui faisait tirer sur les mineurs en grève, c'est le cabinet de Guy Mollet, dirigeant inamovible de la social-démocratie sous la IV^e République, qui a lancé la politique de guerre en Algérie... Il est bien connu que les sociaux-démocrates sont devenus des «lieutenants ouvriers de la bourgeoisie» depuis au moins 1914, lorsqu'ils se sont ralliés à leur propre bourgeoisie en cautionnant la boucherie de la guerre impérialiste. Et pour montrer que cette trajectoire n'est pas propre à la social-démocratie, on peut aussi rappeler la longue liste des trahisons du PCF, sans parler des crimes épouvantables des régimes staliniens. Ce type d'interprétation a pourtant un défaut évident : celui de ne mettre en avant que les éléments de continuité, en

relativisant ou en gommant ceux qui marquent une rupture.

HIER ET AUJOURD'HUI

Dans la tradition marxiste révolutionnaire, étaient définis comme «ouvriers-bourgeois» les partis (principalement sociaux-démocrates et staliniens) qui affirmaient représenter les travailleurs et les couches populaires, défendre leurs intérêts spécifiques, tout en menant dans les faits une politique contraire dont le contenu essentiel, de défense du système capitaliste et de l'État bourgeois, apparaissait en toute lumière lorsqu'ils se retrouvaient en charge du gouvernement. Ces partis continuaient de défendre en paroles une perspective (socialiste ou communiste) de renversement du capitalisme, ainsi qu'à organiser une partie significative (même si elle a le plus souvent été minoritaire) des secteurs militants – syndicaux, associatifs, coopératifs... – du mouvement ouvrier et populaire. Pour trahir des intérêts de classe, une condition préalable est de les représenter, ou de vouloir prétendre le faire.

Ce n'est, clairement, plus le cas aujourd'hui du Parti socialiste. Si ses liens avec ce qu'on appelait «le mouvement ouvrier organisé», c'est-à-dire les animateurs et militants des luttes et organisations des salariés et de la population, se sont affaiblis de très longue date, ils sont maintenant devenus quasi inexistantes, ou en tout cas absolument marginaux. Dans le même temps, la présence de responsables ou ex-responsables socialistes s'est généralisée à la tête de grandes entreprises publiques comme privées, sans oublier les grandes institutions capitalistes internationales (Strauss-Kahn n'est pas un précurseur, on sait que c'est un autre socialiste français, Pascal Lamy, qui dirige depuis plusieurs années l'Organisation mondiale du commerce).

Au fil des années, le PS s'est de plus en plus réduit à un appareil électoral, un parti d'élus, d'aspirants à l'élection et d'obligés des élus. La dernière étude générale dont on dispose a été réalisée par le Cevipof en 1998, soit pendant la première année du gouvernement Jospin, lorsque la déception envers le PS et la gauche plurielle ne faisait encore qu'affleurer dans les milieux

ouvrier et populaire. À cette époque, 42% de l'échantillon des plus de 12000 militants du PS ayant répondu à l'enquête étaient des élus. Les ouvriers et employés ne représentaient que 16% des effectifs (5% pour les ouvriers), leur grande majorité appartenant ou étant issue des couches moyennes et supérieures du salariat. Les plus de soixante ans constituaient 40% des membres du PS et les moins de trente ans, 5%.

L'évolution des objectifs qui sont affirmés dans les discours et programmes a accompagné le processus sociologique d'«embourgeoisement».

Au congrès de Tours de 1920, théâtre de la scission historique entre communistes et socialistes, Léon Blum revendiquait non seulement la révolution comme moyen incontournable du renversement du capitalisme, mais aussi la nécessité d'utiliser des moyens illégaux et celle d'instaurer, une fois la bourgeoisie chassée du pouvoir politique, la dictature du prolétariat – ce qu'il reprendra encore lors du congrès socialiste de 1946. La divergence avec les communistes portait, disait-il, sur la conception du parti et de la révolution, sur le type de dictature du prolétariat qu'il convenait de mettre en place...

Dans un autre discours fameux, celui du congrès d'Épinay de 1971, le politicien bourgeois François Mitterrand, qui s'apprêtait alors à prendre le contrôle du parti socialiste refondé, se présentait aussi comme un partisan résolu du renversement du capitalisme : «réforme ou révolution ? J'ai envie de dire – qu'on ne m'accuse pas de démagogie, ce serait facile dans ce congrès – oui, révolution [...] Celui qui n'accepte pas la rupture – la méthode, cela passe ensuite –, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.»

Aujourd'hui, tout cela a, évidemment, totalement disparu. Il n'est plus question, comme c'était le cas avant, d'aller au socialisme par la voie d'une action institutionnelle appuyée sur une majorité populaire, mais seulement de corriger certains

excès du capitalisme – «financier» ou «ultralibéral» – de façon à réduire les tensions les plus graves et à permettre ainsi un fonctionnement plus harmonieux du système. Le «projet» que le PS vient de présenter pour 2012, et qui est soutenu par tous ses principaux candidats à la candidature, ainsi que par tous ses courants internes y compris l'aile gauche dirigée par Benoît Hamon, illustre parfaitement une telle orientation.

© Photothèque Rouge - Marc / Place de la Bastille, à Paris, rassemblement contre la politique de santé du gouvernement, le 2 avril 2011. Claude Evin, président de l'ARS Île-de-France, ancien ministre Santé du PS.

LA RUPTURE SOCIALE-LIBÉRALE

Une seconde grande rupture – après celle de 1914 – s'est en fait produite dans la trajectoire de la social-démocratie lorsque la bourgeoisie a abandonné les politiques keynésiennes pour se tourner vers celles qui ont libéré les forces de la mondialisation capitaliste. En France, sans doute peut-on considérer que le «tournant de la rigueur», opéré par le gouvernement Mitterrand-Mauroy en 1982-1983, a constitué un point d'inflexion qualitatif.

Durant la période des «trente glorieuses», le PS et ses homologues européens défendaient à leur manière une série de ré-

formes (la Sécurité sociale, les nationalisations...) qu'une partie substantielle de la classe capitaliste considérait alors, sinon comme une nécessité, du moins comme un moindre mal; et qu'eux, sociaux-démocrates, pouvaient alors présenter comme des points d'appui vers une très lointaine perspective socialiste. Mais les marges qui existaient pour mener ce type de politique se sont évaporées: à l'époque du néolibéralisme triomphant, défendre des mesures réformistes mêmes limitées impose de s'engager dans un combat de classe résolu, s'opposant à la classe capitaliste dans son ensemble. C'est pourquoi de «réformiste» qu'il était, le PS est devenu «social-libéral». Deux conclusions politiques peuvent et doivent (notamment) être tirées. La première est qu'au sens où l'entend la tradition marxiste, le PS n'a plus rien d'un parti «ouvrier», ou «ouvrier-bourgeois». Il conserve quelques traces de ses origines dans le mouvement ouvrier et socialiste, mais le fait qu'il s'appuie sur un électorat plus populaire que d'autres, voire encore sur certains liens avec le mouvement syndical, ne le différencie pas d'autres grandes formations (comme le Parti démocrate aux États-Unis ou le Parti du congrès en Inde) qui n'ont jamais représenté ou prétendu représenter le mouvement ouvrier.

La seconde est que la condition habituellement mise par le NPA à des alliances électorales avec d'autres forces de gauche, à savoir l'engagement à ne pas gouverner avec le Parti socialiste (au niveau du pays comme aussi à l'échelle d'une collectivité territoriale), a donc une signification et une portée stratégiques et de principes. Elle ne règle pas tout, mais rien ne peut être réglé si elle ne l'est pas. S'allier au gouvernement avec le PS, parti rallié ouvertement et organiquement au système capitaliste, implique de cautionner ou de défendre soi-même une politique contraire aux intérêts des classes populaires.

C'est la question la plus immédiate à laquelle est actuellement confronté le Front de gauche, qui se veut l'incarnation du «réformisme» abandonné par le Parti socialiste. Son texte «stratégique» (ainsi qu'il le revendique) intitulé *Accord du Front de gauche pour les élections présidentielles et législatives de 2012* se situe entièrement sur la ligne de la recherche d'un accord «majoritaire» avec le Parti socialiste. En ce sens aussi, il est dans la continuité du réformisme que l'ancien PS incarnait. □



PAR PHILIPPE CORCUFF

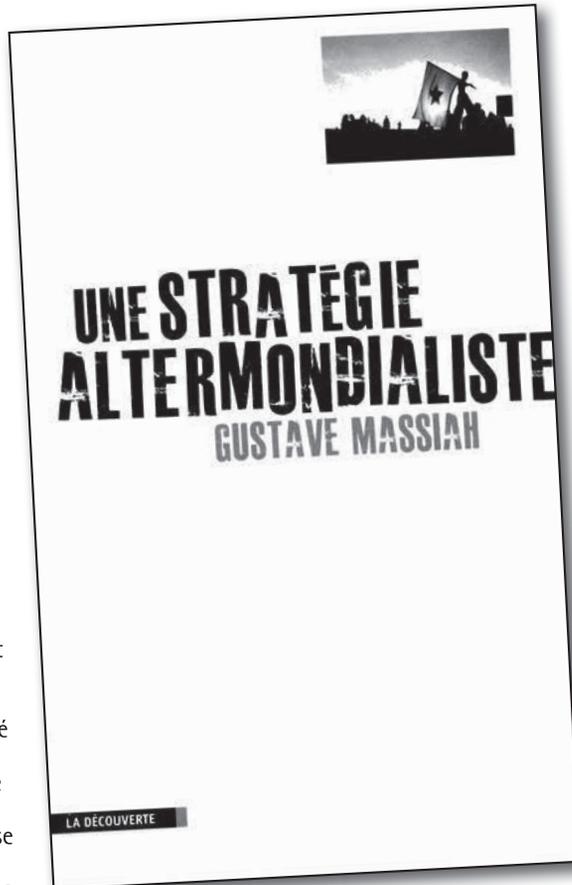
Questions stratégiques: ANTICAPITALISME ET ALTERMUNDIALISME

Figure historique du combat anti-impérialiste, ancien vice-président d'Attac, membre du conseil international du Forum social mondial, Gustave Massiah déblaye de manière stimulante le débat stratégique au sein de la galaxie altermondialiste.

Les militants du NPA ont parfois eu une posture arrogante à l'égard de ce qui n'était pas eux. Certains diplômés « bolchévisme », parce qu'ils ont entendu parler de Marx et qu'ils ont lu quelques brochures de Lénine, se sont même fait une spécialité de trier ce qui serait le bon grain anticapitaliste du supposé « réformisme » de l'ivraie altermondialiste. Ils ne se sont guère alors aperçus qu'Attac sortait de sa crise interne via des chemins clairement anticapitalistes, convergeant en cela avec des composantes importantes du mouvement alter. À trop regarder son nombril, « l'avant-garde » perd de vue le mouvement réel...

DES SENTIERS NOUVEAUX POUR L'ÉMANCIPATION

Selon Massiah, l'altermondialisme serait « un mouvement d'émancipation », c'est-à-dire visant « la libération à l'égard d'une ou plusieurs oppressions dans une perspective d'abolition des logiques de domination ». Et l'émancipation à l'égard du capitalisme participerait de sa dynamique. Son hypothèse de départ est même plus précise et riche, et par là suscitera des agacements du côté de ceux qui ont quelques certitudes installées dans leurs besaces : « le mouvement altermondialiste est un mouvement historique



d'émancipation qui prolonge et renouvelle les mouvements historiques des périodes précédentes : la décolonisation ; la lutte pour les libertés ; les luttes sociales ; le mouvement écologiste ». Émancipation républicaine-démocratique, émancipation socialiste, émancipation anticoloniale et enjeux écologistes : l'altermondialisme recèlerait la potentialité d'une nouvelle politique pluridimensionnelle d'émancipation pour le XXI^e siècle, qui réagencerait chaque mouvement antérieur du fait de ses interactions avec les autres. Et il reposerait l'exigence émancipatrice à un niveau immédiatement mondial. Tout le monde ne sera pas d'accord dans les rangs anticapitalistes, nombreux étant ceux qui pensent que le socialisme demeure l'axe principal.

Gustave Massiah, Une stratégie altermondialiste, La Découverte, 324 pages, 18,50 euros.

Bien entendu, une telle hypothèse ne définit pas une nécessité, mais au mieux un ensemble de possibilités historiques à rendre effectives dans l'action. Et elle a au moins l'avantage de nous inviter à réfléchir en dehors des sentiers battus et des concurrences entre mouvements émancipateurs.

REPÉRAGES STRATÉGIQUES À L'AUBE DU XXI^e SIÈCLE

Un mouvement historique d'émancipation

– fût-il nouveau ! – ne peut se passer de perspectives stratégiques, car la démarche stratégique « permet de relier l'action immédiate et l'action à plus long terme ». C'est le domaine du comment, s'efforçant de bâtir des passerelles entre la conjoncture immédiate et l'horizon lointain. Ici Massiah ne cherche pas à casser les briques de l'élaboration stratégique mais, à partir des mouvements sociaux réels, balise prudemment un espace stratégique, en laissant inévitablement des questions en suspens. Arrêtons-nous sur quelques-unes des arêtes de ce repérage utile. Les alliances ? « Les bases sociales du projet d'émancipation sont formées de tous les mouvements sociaux et citoyens, de toutes les couches sociales qui luttent contre le néolibéralisme dans la perspective d'un dépassement du capitalisme ».

La question de la prise du pouvoir ? C'est pour Massiah « la plus compliquée de la stratégie », qui suppose la prise en compte de plusieurs dimensions :

1) « la transformation sociale passe par la nécessité, à un moment donné, de remettre en cause le pouvoir d'une classe dominante » ;
2) « les élections sont rarement le moyen de la transformation sociale », tout en jouant « un rôle démocratique certain » ; mais
3) « prendre le pouvoir, pour quoi faire ? prendre le pouvoir, comment ? » Ici, difficile aujourd'hui de faire l'impasse sur la critique libertaire des mécanismes de monopolisation du pouvoir par les élites révolutionnaires elles-mêmes. Or, rappelle Massiah, « l'opposition frontale conduit trop souvent à se confondre avec l'adversaire, à adopter ses méthodes pour "gagner" ». Cela ne condamne pas, selon lui, la forme parti, mais nous oblige à « en définir de nouvelles modalités ».

Réforme et révolution ? Pas d'autoroute de la politique radicale, non plus, dans ce cas : « il faut de fait différencier l'idée de réformes de celle de réformisme, c'est-à-dire d'une démarche gradualiste induisant l'idée qu'il serait possible de sortir du capitalisme sans rupture ». Cette dissociation ouvrirait de manière pragmatique une « intime liaison entre réformes et révolution ». Nous avons encore beaucoup à apprendre du mouvement altermondialiste émergent et tâtonnant. Ne nous précipitons pas trop vite à lui faire la leçon à partir de tel ou tel catéchisme. □

Quelle stratégie pour les anticapitalistes ?

PAR DOMINIQUE ANGELINI

L'onde de choc de la dernière crise du capitalisme en date se fait sentir de manières contradictoires. Les luttes sociales se développent partout dans le monde. Des révolutions éclatent au Maghreb et au Moyen-Orient. En France, la droite sarkozyste est en déroute. Après avoir labouré les terres du FN, elle a réussi à remettre ce parti au centre de la vie politique du pays. Et dans l'UMP qui ressemble de plus en plus à un navire sans capitaine, les querelles de chefs sont incessantes sur la politique à mettre en œuvre pour garder le pouvoir. Mais aussi, à l'heure où la catastrophe de Fukushima fait éclater au grand jour le danger que représente le nucléaire pour les 6,5 milliards d'habitants de la planète, parviendrons-nous à assurer une transition énergétique vers des ressources durables ?

Ainsi, pour tous les anticapitalistes, la période est porteuse de grandes responsabilités et d'enjeux cruciaux. Pour le NPA, il est plus que jamais indispensable de devenir l'outil efficace pour renverser ce système. Pour autant, entre l'enthousiasme provoqué par les luttes et les révolutions et le découragement qu'engendrent la montée des idées fascistes et racistes, les attaques contre tous les acquis sociaux, nous pouvons nous sentir spectateurs, dénués des armes nous permettant de participer à un dénouement de cette crise qui irait dans le bon sens pour les centaines de millions de personnes concernées.

Dans cette situation, la lecture du livre *La Politique comme art stratégique* ne peut qu'être salutaire. Antoine Artous y a rassemblé un ensemble de textes, pour la plupart inédits, de Daniel Bensaïd sur la stratégie. Et si le NPA a décidé lors de sa fondation de ne pas trancher sur la manière de changer le système, cela n'empêche évidemment pas de mener ce débat, tout au contraire.

Ces textes accompagnés d'un avant-propos d'Antoine Artous présentent l'intérêt de nous rappeler que cette question de la stratégie pour un parti ne s'est posée qu'au moment de la guerre de 1914, puisqu'avant cela on parle de tactique syndicale ou politico-parlementaire. Il rappelle ce qu'on entend par stratégie : « *La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui dans leurs liaisons et leur succession, comme dans leur développement, doivent amener le prolétariat à la conquête du pouvoir* » (Trotsky, *l'Internationale communiste après Lénine*).

Ainsi, pour Bensaïd : « *Le stratégie pour nous est ce qui définit la vase sur laquelle rassembler, organiser, éduquer des militants, c'est un projet de renversement du pouvoir politique bourgeois. Car la révolution socialiste commence par cet acte politique.* » (*Stratégie et parti*. La Brèche, 1987) Dans les années 1970, Bensaïd parle « d'hypothèses stratégiques » : « *Il ne s'agissait pas là d'une coquetterie terminologique. Un modèle, c'est à copier, avec un mode d'emploi. Une hypothèse, c'est un guide pour l'action, nourri des expériences passées, mais ouvert et modifiable à la lumière d'expériences*

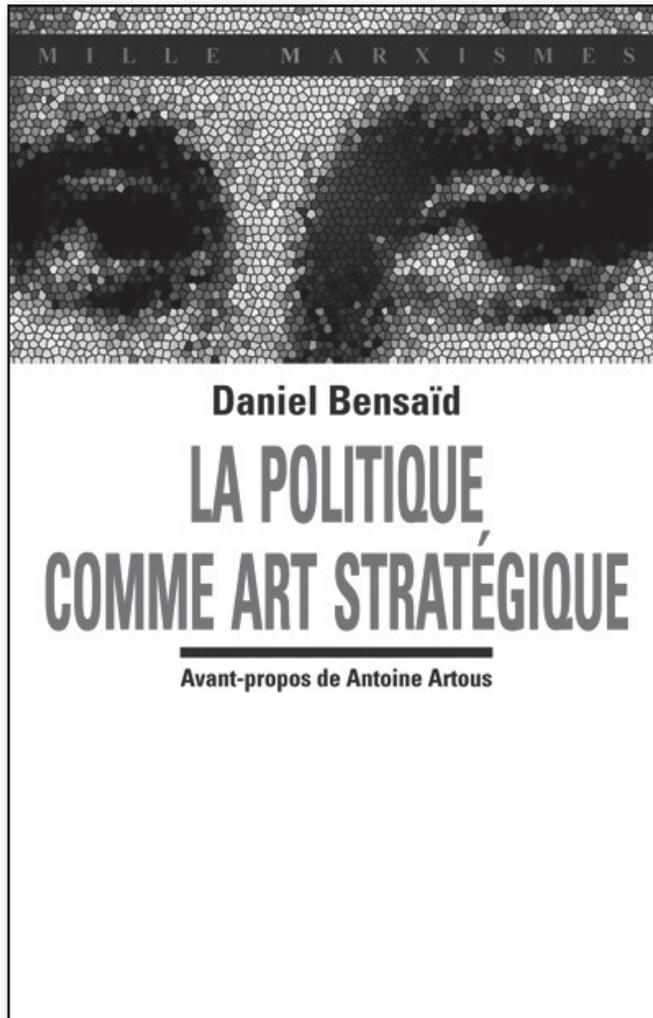
nouvelles et de circonstances inédites. » Les deux hypothèses qu'il développe et qui ont servi de base de réflexion à la LCR sont celles de la grève générale insurrectionnelle, qui s'applique dans les pays développés, et celle de la guerre révolutionnaire prolongée qui répondait davantage à la situation du Vietnam dans les années 1960. Mais ces hypothèses forgées dans un temps où le parti se pensait comme avant-garde sont-elles toujours valides ? Ainsi en est-il notamment de la notion de prise de pouvoir qui a été particulièrement contestée avec le développement du mouvement altermondialiste et avec les écrits de John Holloway (*Changer le monde sans prendre le pouvoir*).

Au moment où en France, 7 à 8 millions de personnes ont fait grève et/ou ont manifesté contre la réforme Woerth-Sarkozy sur les retraites à l'automne dernier ; en Grande-Bretagne, près 500000 personnes ont manifesté contre l'austérité ; aux États-Unis, la ville de Madison a été le théâtre d'une lutte inédite contre les coupes des budgets et les attaques antisyndicales... et la liste est longue des luttes sociales à travers le monde, l'hypothèse de la grève insurrectionnelle doit-elle être actualisée ?

Comment analyser les révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient ? Sur quoi vont déboucher les révolutions tunisienne et égyptienne ? Les peuples de Libye, Syrie, Oman, Yémen, Barhein parviendront-ils à se débarrasser de leurs dictateurs ?

Et puis, quelle politique d'alliances notre parti doit-il développer pour peser dans les mois et les années qui viennent ? Bien sûr, ce petit livre ne contient pas de « recettes » qu'il nous suffirait d'appliquer, mais il a l'immense mérite de remettre la question stratégique au cœur de notre réflexion. □

La politique comme art stratégique, Daniel Bensaïd, Syllepse, 140 pages, 9 euros. avant-propos d'Antoine Artous



Liberté (vidéo) surveillée à Grenoble

PAR FRANCK GAUDICHAUD

« Nous n'acceptons pas de vivre en liberté surveillée; nous refusons que ces technologies de flicage fassent partie du paysage. Si nous éprouvons une répulsion à vivre sous l'œil des caméras, c'est qu'elles constituent une nouvelle atteinte à notre liberté; leur présence nous étant aussi insupportable que celle de forces de l'ordre dans nos rues »: le décor de ce petit livre, au ton libertaire revendiqué, est planté¹. Sa cible est la politique sécuritaire, inspirée par les nouvelles technologies de la vidéosurveillance – autoproclamée dans une savoureuse novlangue « vidéoprotection » –, de la municipalité socialiste de la ville de Grenoble. En effet, depuis janvier 2010, le maire Michel Destot a lui aussi cédé, après de nombreux autres, à une politique « d'ordre public » où les caméras-dômes 360° sont censées « augmenter le sentiment de sécurité des citoyens » et combattre la délinquance. Treize caméras ont ainsi été installées dans le centre-ville, particulièrement dans les alentours du stade des Alpes et... sur le chemin traditionnel des cortèges des manifestants. D'autres installations sont en projet, particulièrement dans les quartiers populaires, tel le village olympique. Mais, information à souligner, la mairie PS n'est pas la seule mise au pilori par les diatribes satyriques et incisives de ces textes anonymes : Échirolles la rouge, ville historique des ouvriers de la viscose, deuxième urbanisation du département de l'Isère, dirigée par le Parti communiste depuis des décennies, s'est également engouffrée dans le brèche du tout caméra, avec pour prédilection quelques-unes des places les plus « sensibles » de la ville. Commentaire acerbe du journaliste-militant qui réalise un reportage sur place : « les communistes au pouvoir ont

troqué la faucille et le marteau contre la matraque et la caméra ». Plusieurs textes, épars, sont ainsi rassemblés : certains publiés auparavant sur le site d'Indymedia Grenoble (www.grenoble.indymedia.org) ou encore sur celui de Pièces et main-d'œuvre (PMO) (www.piecesetmaindoeuvre.com) : un collectif qui, considérant que « la technologie est la continuation de la guerre », a su multiplier des contre-enquêtes de qualité dans une cuvette grenobloise inondée d'industries liées aux nano et biotechnologies. D'autres articles sont issus du journal *le Postillon*, journal local nouveau venu dans la galaxie libertaire et le lecteur découvrira certains tracts qui appelaient explicitement aux démontages de caméras et à la désobéissance civile. Ces appels ont d'ailleurs été suivis d'actions tangibles, dont la destruction de deux de ces inquiétants « yeux électroniques » lors de la manifestation du 1^{er} mai 2010².

Ces textes sont, c'est vrai, « imparfaits et disparates » (comme le reconnaît la présentation), « écrits dans le feu de l'action » : ils ne constituent pas une étude critique approfondie ou exhaustive et semblent, parfois, surtout destinés à un public grenoblois militant, déjà au fait des turpitudes locales. Mais ils apportent aussi moult informations souvent peu connues sur la vidéosurveillance et offrent un témoignage d'une mobilisation collective qui semble ancrée durablement. Encore minoritaires dans le mouvement social mais décidés, ses auteurs souhaitent ne pas laisser de telles questions, essentielles aux libertés individuelles et collectives, dans les seules mains de quelques élus et d'industriels (dont Schneider, premier employeur grenoblois) prêts à tout – ou presque – pour se maintenir à la tête d'un marché mondial en plein essor.



Collectif, Sous l'œil des caméras. Contre la vidéosurveillance à Grenoble, Grenoble, Le Monde à l'envers, 105 p., 5 euros.
(texte à paraître sur le site de la Revue Dissidences – www.dissidences.net)

La vidéosurveillance ? Pour le journal *les Échos*, « le segment qui progresse de loin le plus vite en matière de sécurité ». D'ailleurs, l'accent mis sur la culture de l'opacité des mairies et de leurs communicants, les relais actifs qu'ils trouvent dans la presse régionale ou les contradictions permanentes des édiles entre

discours « éthique » et pratiques peu démocratiques sont quelques-uns des intérêts de cette publication. Et pendant ce temps, « un malaise social qui grandit encore et encore, sans qu'aucun outil technologique ne soit en mesure de le résoudre ». □

¹ Voir : www.lemondealenvers.lautre.net

² Une militante de la Confédération nationale du travail (CNT) avait d'ailleurs été arbitrairement arrêtée ce jour-là et aussitôt mise en examen. Elle a été finalement relaxée en novembre 2010, après une longue séquence judiciaire et plusieurs mobilisations en sa faveur.

